



Demande d'examen au cas par cas

Reprise de la piste Julie



Date : février 23

N° affaire : 20211642

N° Ref : 23TEC0035 A

SOMMAIRE

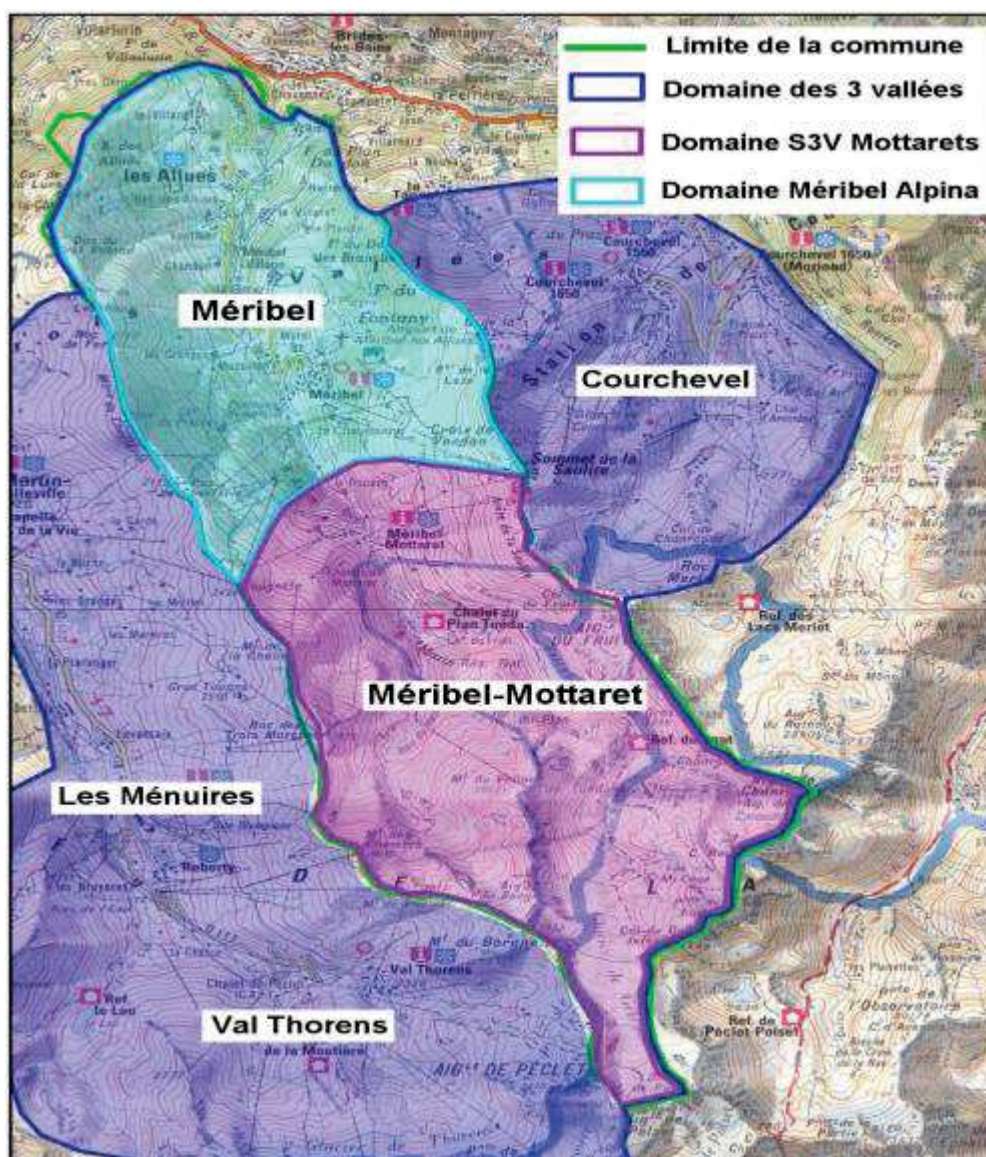
1. SITUATION GEOGRAPHIQUE	4
1.1. <i>Le domaine skiable de Méribel-Mottaret</i>	4
1.2. <i>Localisation du projet.....</i>	6
2. LE PROJET.....	8
2.1. <i>Contexte et objectif.....</i>	8
2.2. <i>Description du projet.....</i>	9
2.2.1. <i>Descriptif des terrassements</i>	9
2.2.2. <i>Descriptif détaillé des différentes postes</i>	10
2.2.3. <i>Planning des travaux.....</i>	11
2.2.4. <i>Plan masse.....</i>	11
2.3. <i>Positionnement réglementaire</i>	14
2.3.1. <i>Code de l'environnement</i>	14
2.3.2. <i>Code de l'urbanisme</i>	14
2.3.3. <i>Code forestier.....</i>	14
3. CONTEXTE PAYSAGER.....	15
4. CONTEXTE HUMAIN.....	19
4.1. <i>Urbanisme</i>	19
4.1.1. <i>Le Plan Local d'Urbanisme (PLU)</i>	19
4.2. <i>Risques naturels</i>	20
4.2.1. <i>Plan de Prévention des Risques Naturels</i>	20
4.3. <i>Agriculture et pastoralisme</i>	22
4.4. <i>Espace forestier et sylviculture.....</i>	22
4.5. <i>Patrimoine historique.....</i>	23
4.6. <i>Zonages environnementaux</i>	24
4.6.1. <i>Aires d'inventaires.....</i>	24
4.6.1.1. <i>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique</i>	24
4.6.1.2. <i>Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux</i>	24
4.6.2. <i>Aires de protection</i>	26
4.6.2.1. <i>Natura 2000.....</i>	26
4.6.2.2. <i>Parc National de la Vanoise.....</i>	26
4.6.2.1. <i>Zones humides.....</i>	27
4.6.2.2. <i>APPB</i>	27
5. CONTEXTE HYDROLOGIQUE	29

5.1. Réseau hydrographique.....	29
5.2. Périmètre de protection de captage.....	29
6. CONTEXTE BIOTIQUE	31
6.1. Habitats naturels	32
6.2. Flore	32
6.3. Faune.....	35
6.3.1.1. Mammifères	35
6.3.1.2. Avifaune.....	35
6.3.1.3. Reptiles et amphibiens	35
6.3.1.4. Insectes.....	35
7. MESURES	38
7.1. Mesure d'évitement	38
7.1.1. ME1 : Evitement des pieds de lycopode des Alpes lors de la conception du projet	38
7.1.2. ME2 : Mise en défens du lycopode des Alpes	38
7.2. Mesure de réduction	39
7.2.1. MR1 : Protection contre le risque de pollution turbide et chimique.....	39
7.2.1.1. Kits antipollution.....	39
7.2.1.2. Limitation des travaux en période de pluie	39
7.2.1.3. Respect du plan de circulation et de stationnement	39
7.2.2. MR2 - Plan de circulation, de stationnement et de stockage	39
7.2.3. MR3 – Revégétalisation des surfaces terrassées	40
7.2.4. MR4 – Fermeture du captage du creux de l'ours	40
7.3. Mesures de suivi.....	40
7.3.1. MS1 – Analyse de la qualité des eaux des sources du Mottaret avant et après travaux. 40	
7.3.2. MS2 – Suivi de chantier environnemental.....	40
8. EFFETS CUMULES.....	41
9. CONCLUSION	43
10. ANNEXE.....	44
10.1. Annexe 1 - Arrêté préfectoral pour les travaux d'alimentation en eau potable sur la commune des Allues du 19/11/2004.....	44

1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

1.1. LE DOMAINE SKIABLE DE MERIBEL-MOTTARET

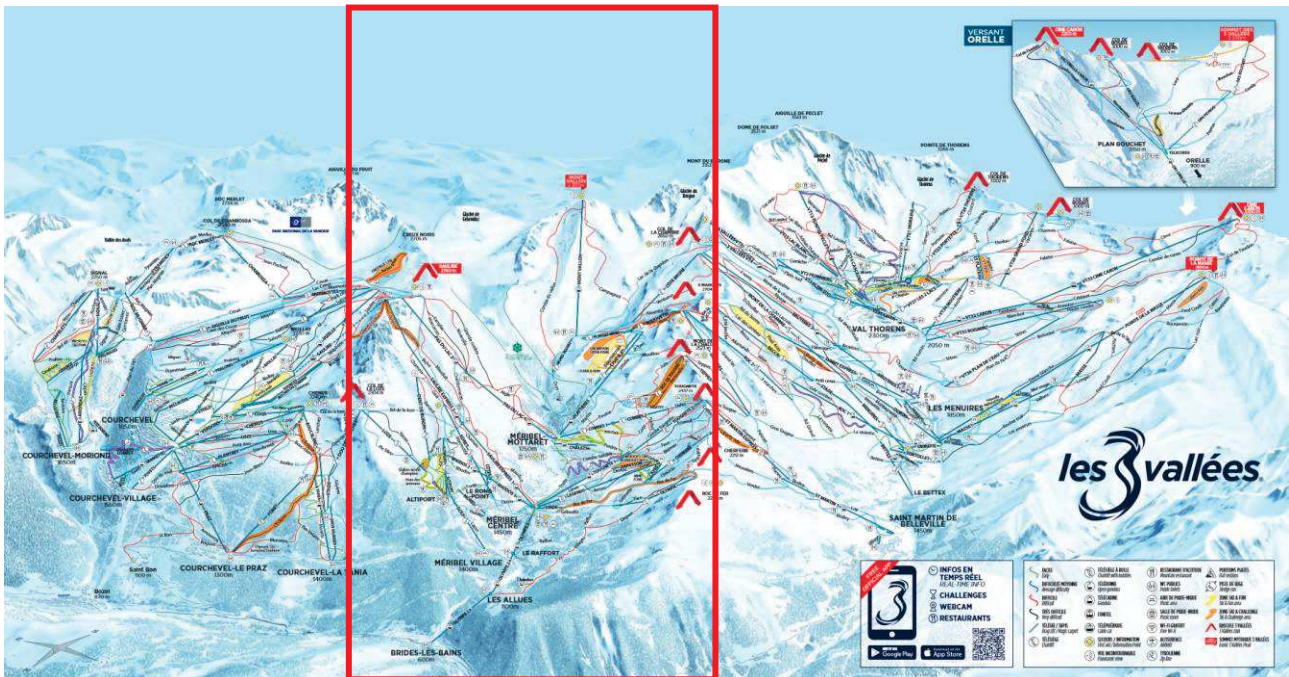
La commune des Allues abrite deux domaines skiables : Méribel Alpina (Nord de la station) gérée par la Compagnie des Alpes et Méribel Mottaret (Sud de la station) gérée par la Société des 3 Vallées, pétitionnaire du présent projet.



EXTRAIT DU RAPPORT DE PRESENTATION DU PLU APPROUVE LE 06/07/2017

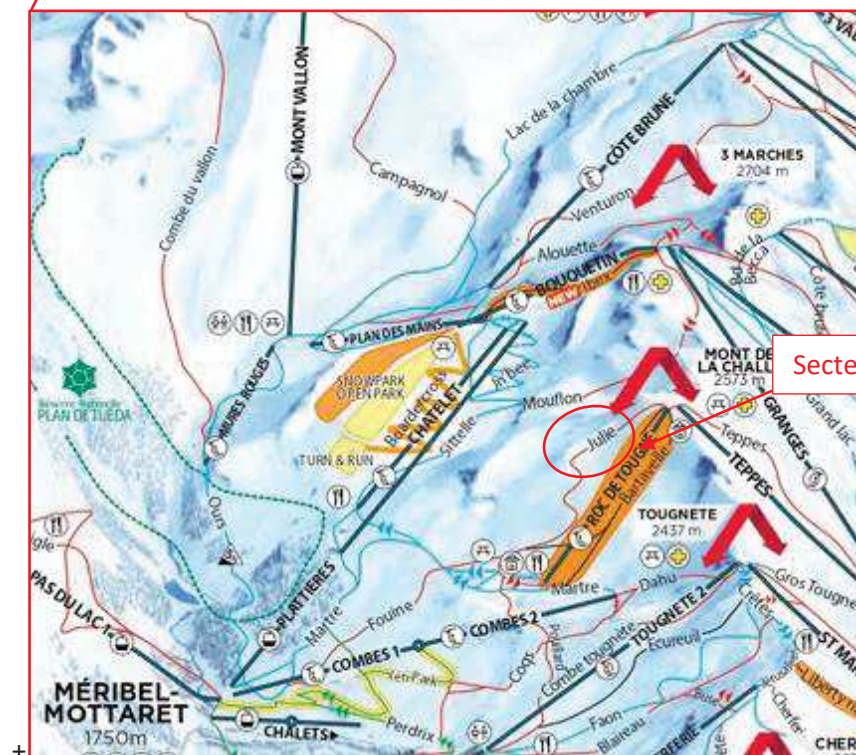
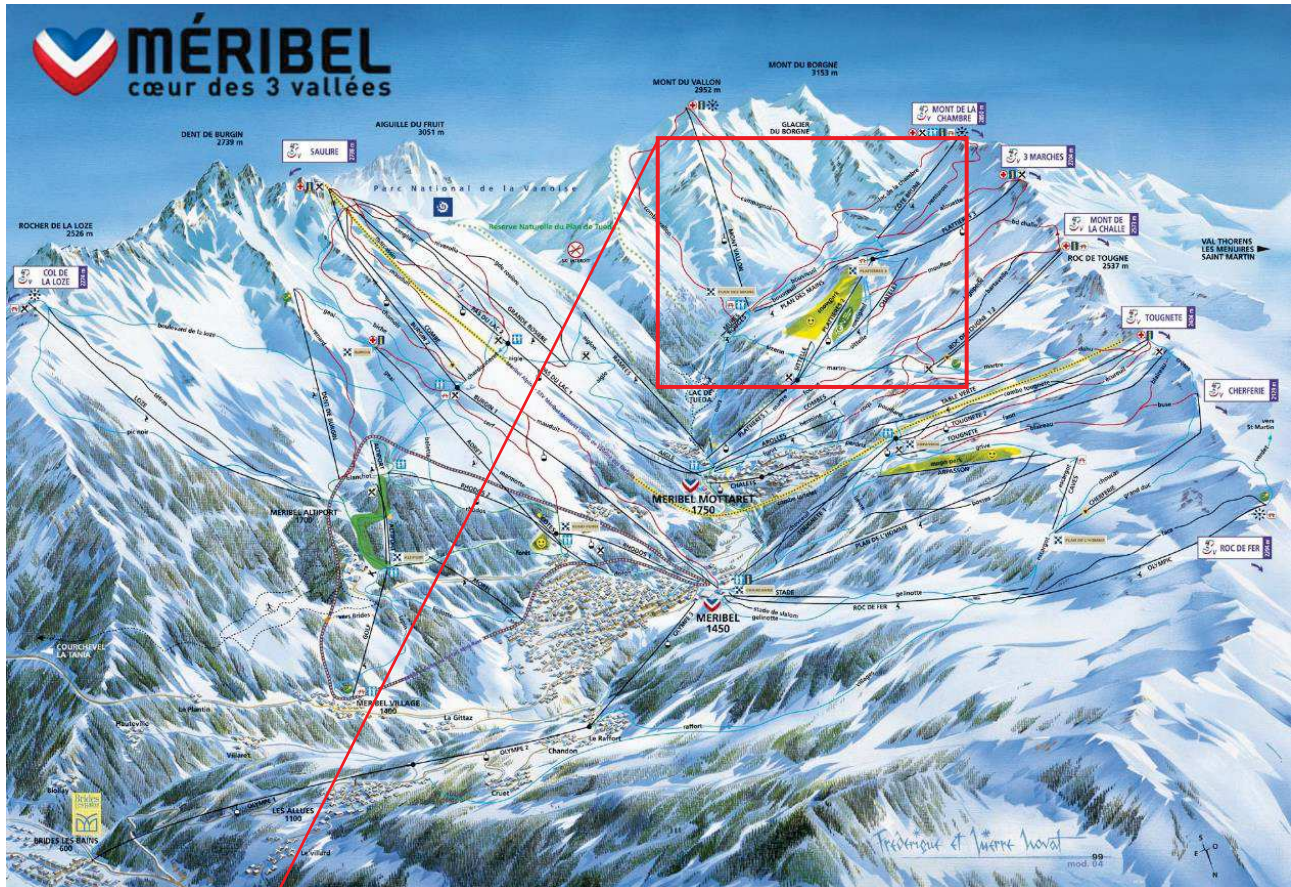
Le domaine skiable de Méribel Mottaret fait partie de celui des Trois Vallées qui regroupe Courchevel (Moriond 1650, Courchevel 1850, Courchevel 1550, le Praz et La Tania), Brides-les-Bains, Méribel, les Ménuires, Saint-Martin-de-Belleville Orelle et Val Thorens pour former le plus grand domaine skiable du monde.

Les liaisons avec le reste des Trois vallées se font par l'intermédiaire des sommets suivants : Mont de la Chambre, 3 Marches et Mont de la Challe vers la vallée des Belleville, Saulire et Loze vers Courchevel.



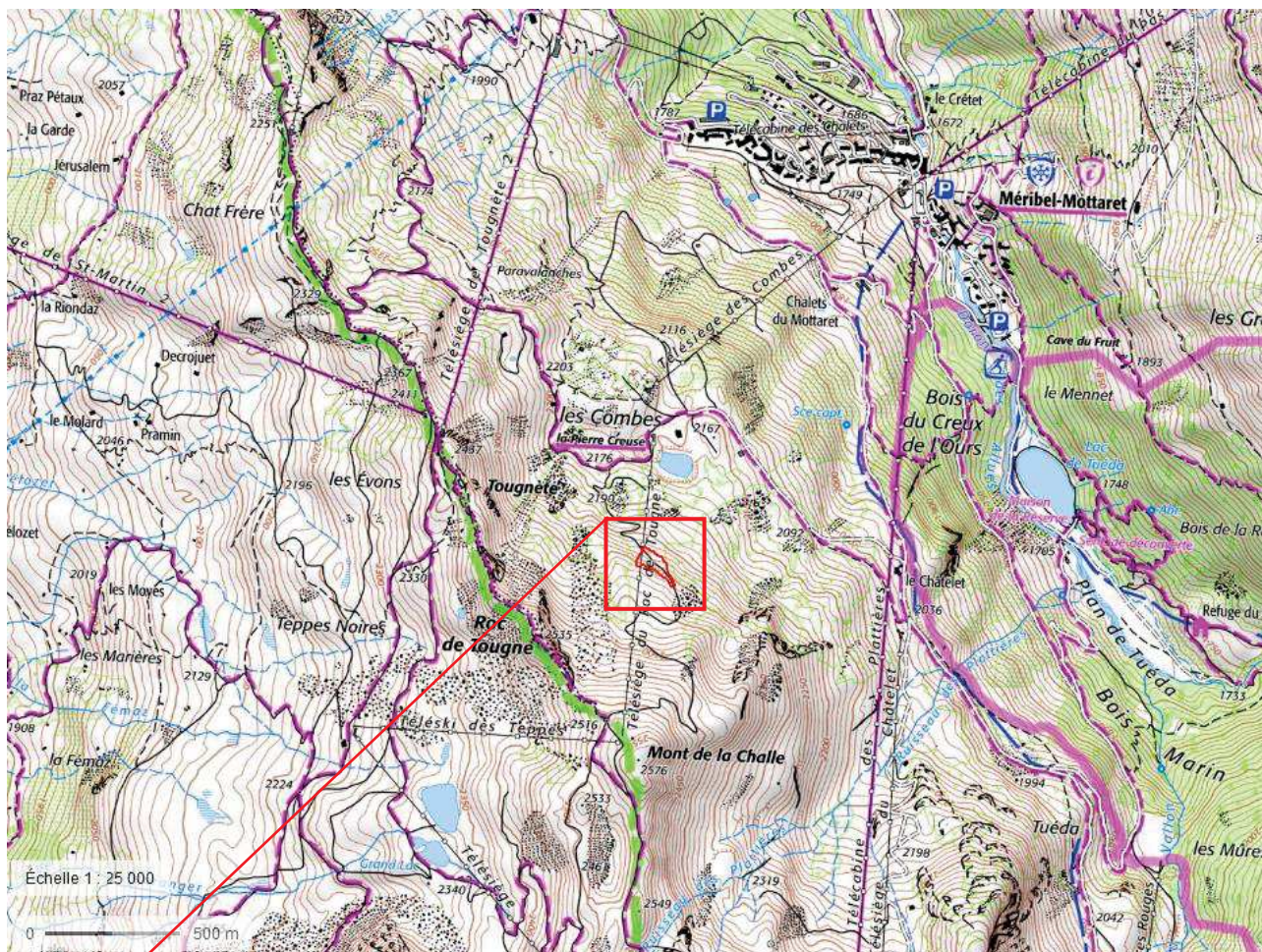
DOMAINE SKIABLE DES 3 VALLEES - EN ROUGE LE DOMAINE SKIABLE DE MERIBEL

1.2. LOCALISATION DU PROJET

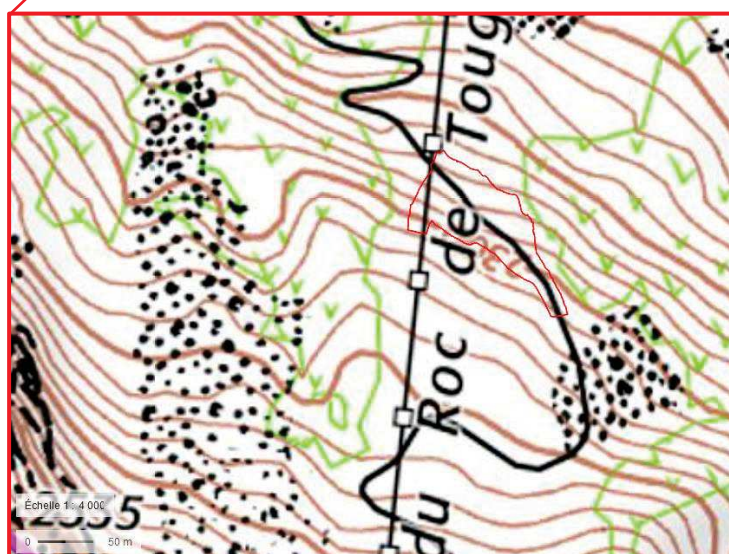


LOCALISATION SUR PLAN DES PISTES

La zone support du projet se situe à 2 300m d'altitude sur la piste Lagopède renommée « Piste Julie » (en hommage à Julie Pomagalski originaire de Méribel et décédée lors d'un accident de montagne) sous le télésiège de Roc de Tougne au sein du domaine skiable de Méribel-Mottaret.



LOCALISATION DU PROJET SUR IGN AU 1/25 000



2. LE PROJET

2.1. CONTEXTE ET OBJECTIF

La piste Julie constitue une piste de liaison 3 vallées entre Les Ménuires vers Méribel Mottaret (liaison Mont de la Challe).

Elle a donc un rôle important dans la gestion des flux au sein du domaine skiable et notamment en cas de fermeture des autres liaisons plus hautes comme la liaison par les 3 marches ou le col de la Chambre (exemple avec un problème de vent fort en altitude ou encore un problème de givre, etc).

La piste actuelle comporte une rupture de flux. En effet, sa largeur se voit diviser par 3 entre ses parties hautes et basses avec sa partie médiane où la largeur n'excède pas plus de 10 mètres comme le montrent les photos ci-dessous.

Ce rétrécissement engendre plusieurs difficultés d'exploitation :

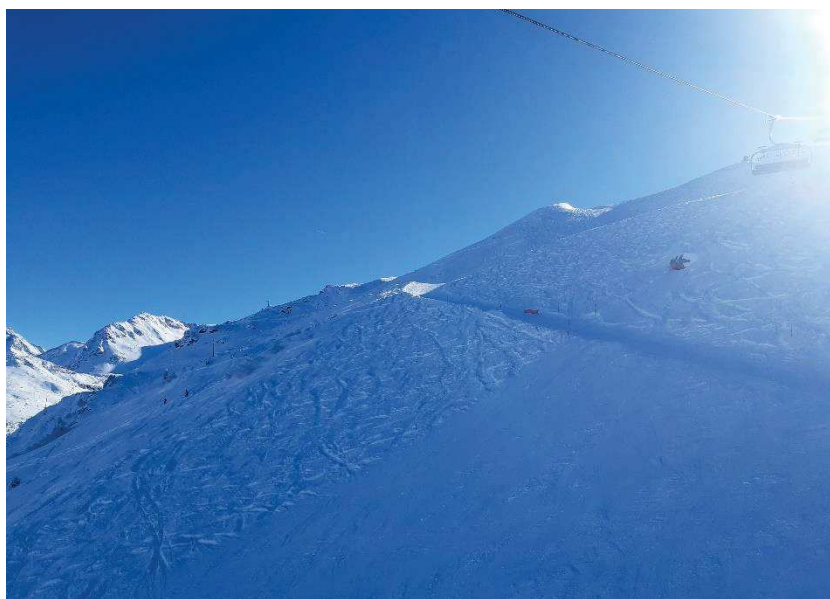
- La sécurité de la clientèle
- Le travail de la piste par les dameurs

Malgré la mise en place d'un filet pour ralentir les skieurs, la sécurité de la clientèle reste impactée par ce rétrécissement qui renforce le risque de collision.

Le travail de la piste par les dameurs est également impacté par la topographie actuelle car les skieurs arrivant dans un virage à l'entrée de ce secteur déplacent la neige vers l'aval. Pour ne pas rencontrer un déficit de neige au cours de la saison, l'une des missions du dameur consiste alors à remonter cette neige déplacée à l'aval vers l'amont sur la piste avec l'aide d'un treuil.

L'étroitesse du secteur et ses pentes à l'aval et à l'amont rendent compliqué ce travail.

L'objectif technique de reprise d'une partie de la piste Julie est d'élargir l'entrée de ce secteur pour donner plus de visibilité aux skieurs et ainsi réduire leur freinage en les accompagnant dans la pente. Cela permet donc d'augmenter la sécurité des usagers. Et dans un second temps, cela permettra également de réduire le temps de travail de la piste par les dameurs car ils auront moins de neige à déplacer.



VUE SUR LA ZONE DE PROJET DEPUIS LE TELESIEGE DE ROC DE TOUGNE

2.2. DESCRIPTION DU PROJET

Les caractéristiques du projet sont les suivantes :

Surface terrassée	8 900 m ²
Volume déblai	7 500 m ³
Volume remblai	7 500 m ³
Hauteur maxi des affouillements / exhaussements	- 7,5 m / + 6 m

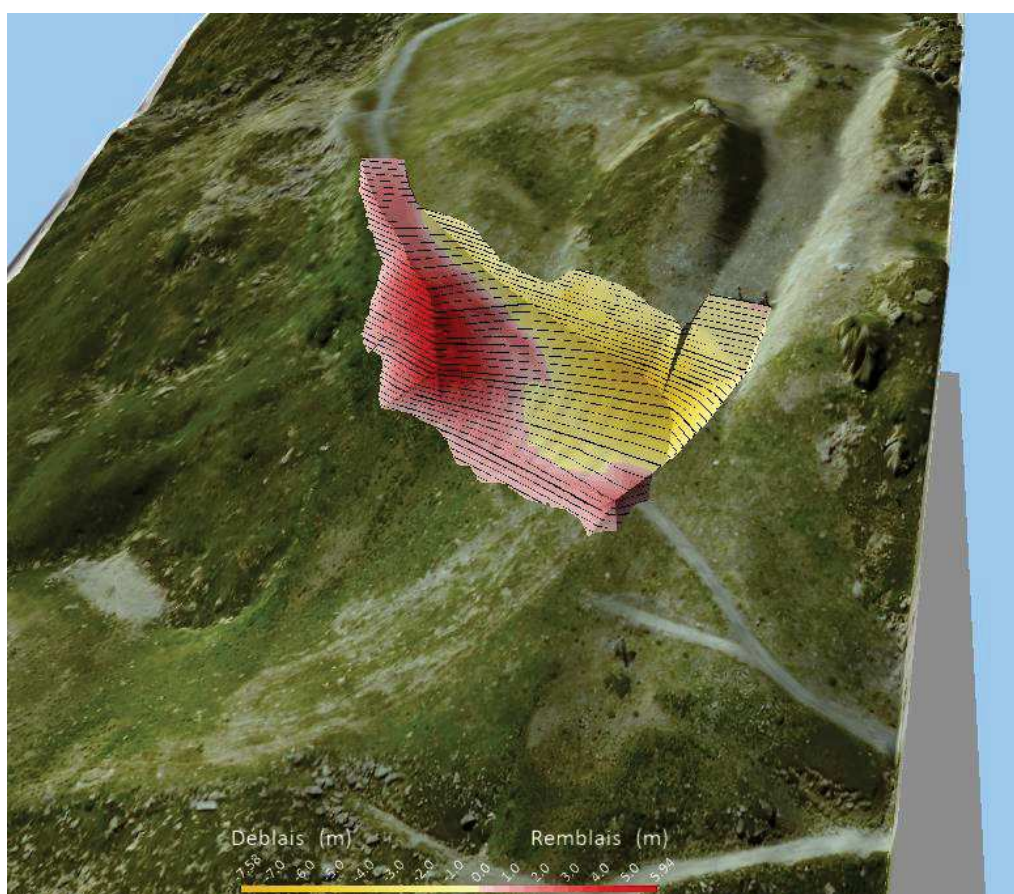
2.2.1. Descriptif des terrassements

L'objectif général des travaux est la reprise de la piste Julie (anciennement Lagopède).

Ces travaux effectués en déblai/remblai permettront un équilibre des matériaux pour qu'il n'y ait aucun excédent ou déficit, limitant ainsi le transport de ces matériaux hors de la zone de projet.

Les matériaux seront déblayés sur la partie amont de la zone de travaux, pour être remblayés sur la partie aval, comme le montre la vue 3D ci-après.

Les talus de déblai seront de 1/1 (100%), et les talus de remblai de 3/2 (66%).



VUE 3D SUR LE TERRASSEMENT DE LA PISTE PISTE

2.2.2. *Descriptif détaillé des différentes postes*

Les moyens mis en œuvre pour la réalisation de ces aménagements de pistes seront les suivants :

- **Surfaçage**

- terrassement en déblai/remblai sur une hauteur inférieure à 50 cm sans décapage de la terre végétale ;
- passage d'engins de chantiers probable sur ces zones ;
- enherbement de toute la surface conformément au poste « enherbement ».

- **Décapage de la terre végétale quand elle existe, stockage et remise en place de la terre végétale**

- hauteur moyenne de décapage de 0,10 m à 0,20 m. Cette terre sera stockée sur le chantier en merlon d'une hauteur maximale de 1,50 m afin de préserver sa qualité en vue du régalage ;
- régalage de la terre végétale mise en dépôt sur les surfaces d'emprise des terrassements.

- **Terrassement déblais/remblais :**

Les déblais :

- déblaiement des matériaux, talutage avec arrondissement des hauts de talus sur 1,5 m sur les zones non minées afin d'éviter l'apparition de phénomènes tels que les terrassettes d'effondrement ;
- démolition par tous moyens de roches ou de bancs de pierres éventuellement rencontrés
- pente des talus de déblais à 100%

Les remblais :

- mise en forme des talus
- arrondissement des hauts de talus sur 1,5 m afin d'éviter l'apparition de phénomènes d'érosion pour les talus en remblais ;
- toutes les dispositions permettant d'assurer une parfaite stabilité du remblai, notamment réalisation d'assise de plateforme par redans, drainage de l'assise des remblais, purges éventuelles avant mise en place des matériaux, triage des matériaux, amenée des matériaux ;
- compactage par couches successives de 0,40 m d'épaisseur maximum ;
- drainage de l'assise des remblais si nécessaire ;
- pente des talus de remblais à 66%.

Les matériaux seront transportés de l'amont vers l'aval de la piste autant que possible.

Les matériaux utilisés pour les remblais proviendront exclusivement des matériaux décaissés sur les parties en déblais.

- **Minage / BRH / Pétardage de blocs :**

- Utilisation préférentielle du déroctage à la pelle mécanique, ou du brise-roche hydraulique lorsque cela est possible
- Le cas échéant, pré-découpage, minage contrôlé avec retardateur si nécessaire ;
- calcul des charges en tenant compte de la nature et de la stratification du rocher afin d'éviter tout glissement ou accident inhérent à la nature des plans de stratification.

- **Rigoles superficielles et cunette en pied de talus :**

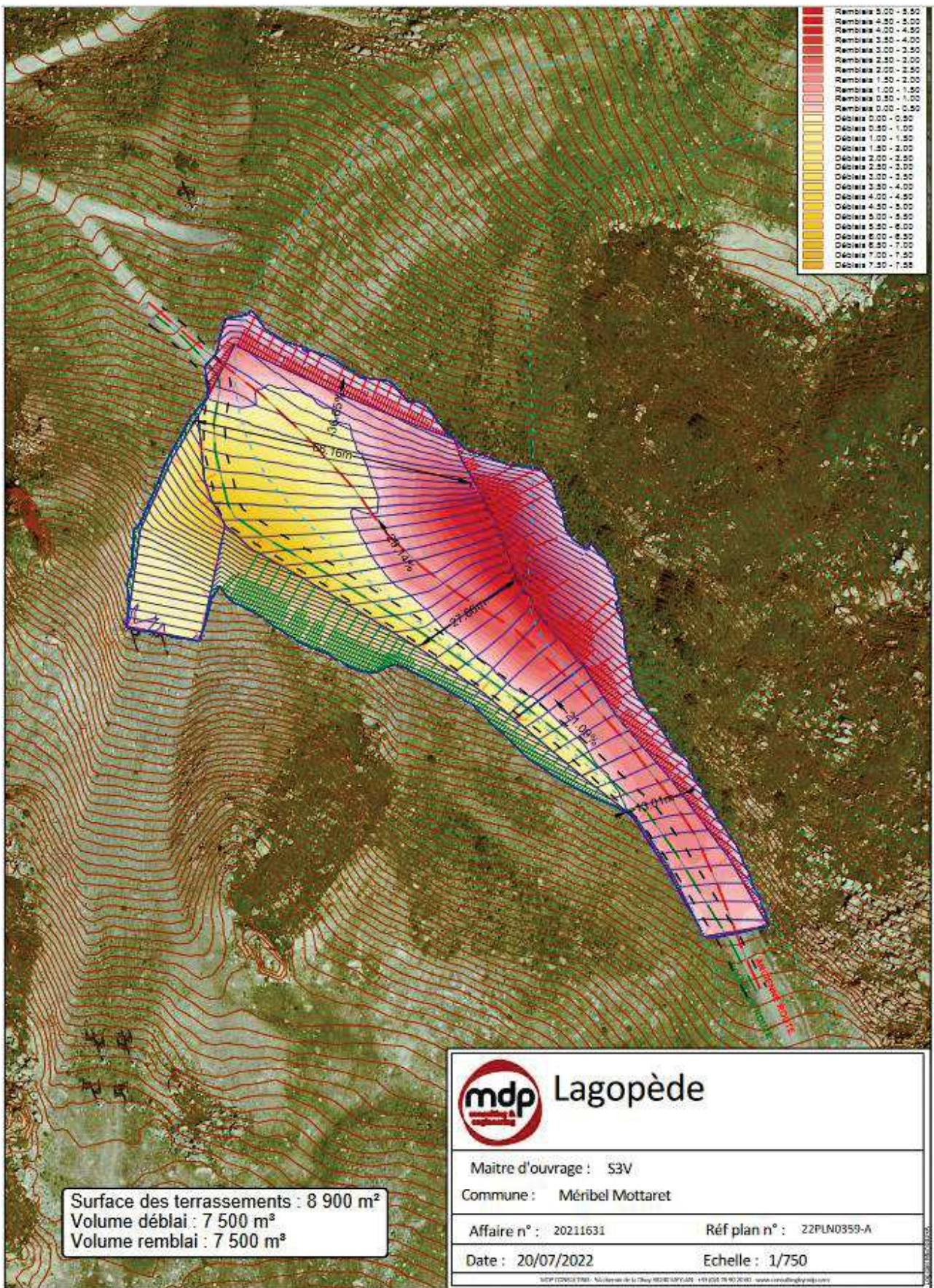
- mise en œuvre des cunettes ainsi que des rigoles superficielles d'une profondeur de 0,50m ;
- pente des rigoles de 12 à 15 % ;
- l'implantation sera réalisée en tenant compte des bassins versant de chacune des zones et les eaux seront évacuées des plates formes vers des écoulements naturels existants ;
- étant donné le profil de pente, une rigole tous les 20m est envisagée ;
- une cunette est également prévue en pied de chaque talus de déblais.

2.2.3. *Planning des travaux*

Les travaux seront réalisés en juillet sur une durée de 3 semaines.

2.2.4. *Plan masse*

Voir pages suivantes.





Projet de reprise de piste Julie
N° AFFAIRE: 20211642
DATE: 01/2023
SOURCE: MDP

2.3. POSITIONNEMENT REGLEMENTAIRE

2.3.1. Code de l'environnement

Catégories de projet	PROJETS	
	Soumis à évaluation environnementale	Soumis à examen au cas par cas
43. Pistes de ski, remontées mécaniques et aménagements associés	a) Création de remontées mécaniques ou téléphériques transportant plus de 1 500 passagers par heure.	a) Remontées mécaniques ou téléphériques transportant moins de 1 500 passagers par heure à l'exclusion des remontées mécaniques démontables et transportables et des tapis roulants mentionnés à l'article L. 342-17-1 du code du tourisme.
	b) Pistes de ski (y compris les pistes dédiées à la luge lorsque celles-ci ne comportent pas d'installation fixes d'exploitation permanente) d'une superficie supérieure ou égale à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie supérieure ou égale à 4 hectares hors site vierge.	b) Pistes de ski (y compris les pistes dédiées à la luge lorsque celles-ci ne comportent pas d'installation fixes d'exploitation permanente) d'une superficie inférieure à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie inférieure à 4 hectares hors site vierge.
	c) Installations et aménagements associés permettant d'enneiger une superficie supérieure ou égale à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie supérieure ou égale à 4 hectares hors site vierge.	c) Installations et aménagements associés permettant d'enneiger une superficie inférieure à 2 hectares en site vierge ou une superficie inférieure à 4 hectares hors site vierge.

Conformément à l'annexe à l'article R122-2 du Code de l'Environnement, le projet de reprise de piste Julie, sur une surface totale de 0,89 hectare, est soumis à demande d'examen au cas par cas.

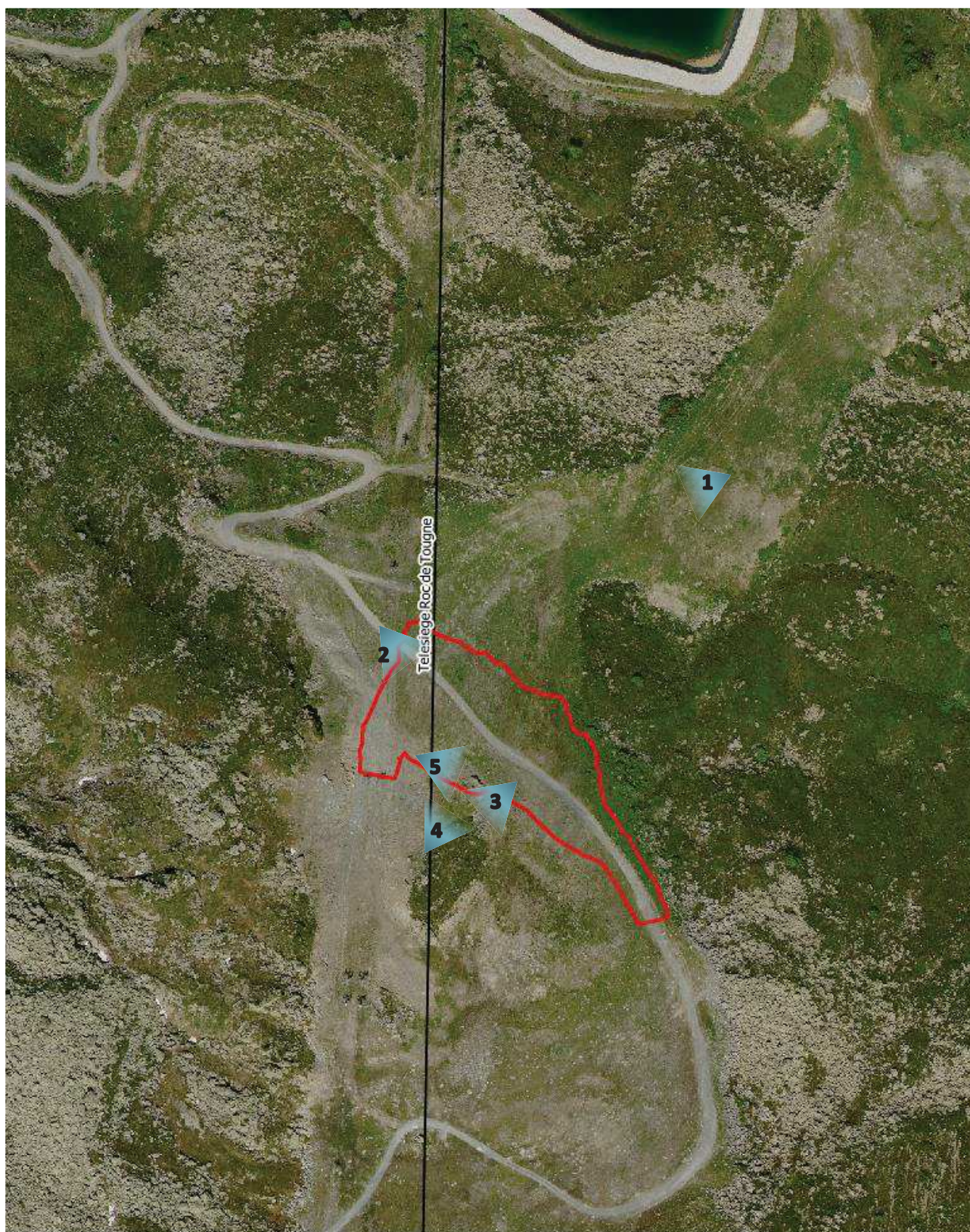
2.3.2. Code de l'urbanisme

Le projet est soumis à Déclaration Préalable (DP) au titre du Code de l'Urbanisme pour les travaux de piste.

2.3.3. Code forestier

Aucun défrichement n'est nécessaire à la réalisation de ce projet aussi, ce volet n'est pas concerné.

3. CONTEXTE PAYSAGER

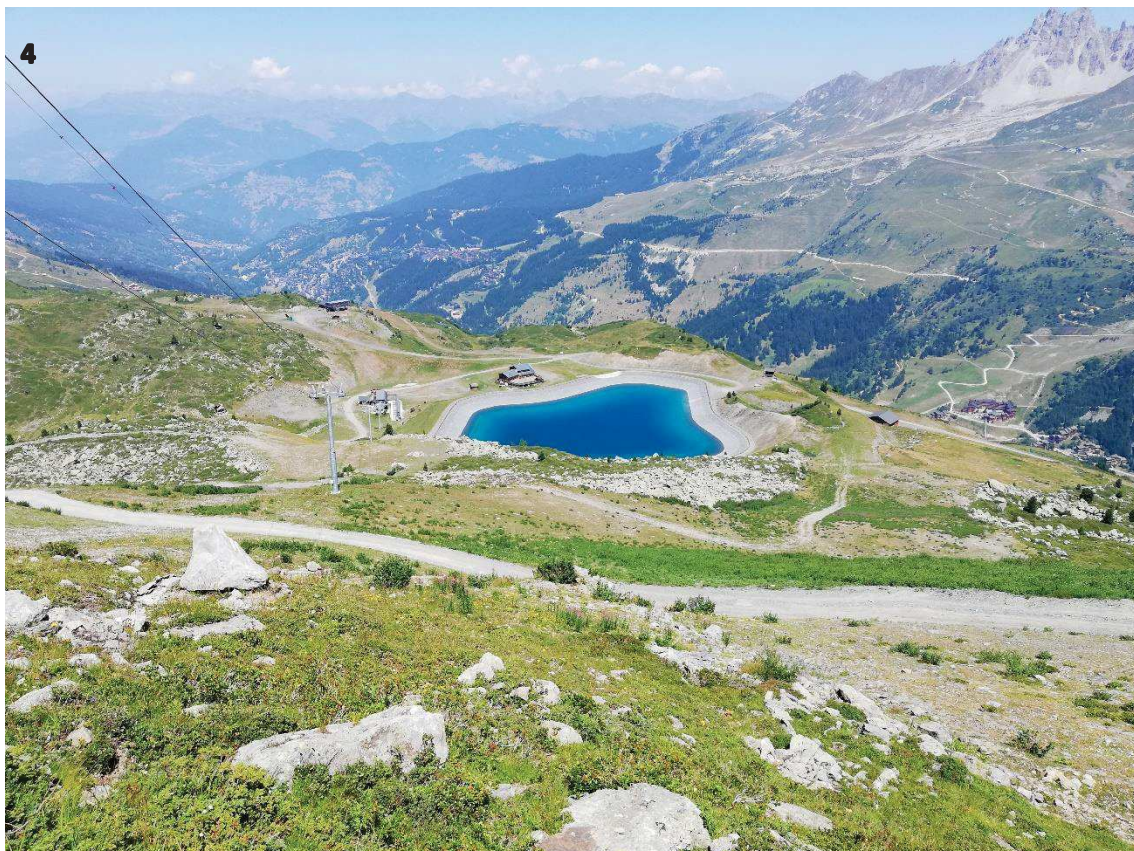


Vue éloignée



Vue rapprochée







4. CONTEXTE HUMAIN

4.1. URBANISME

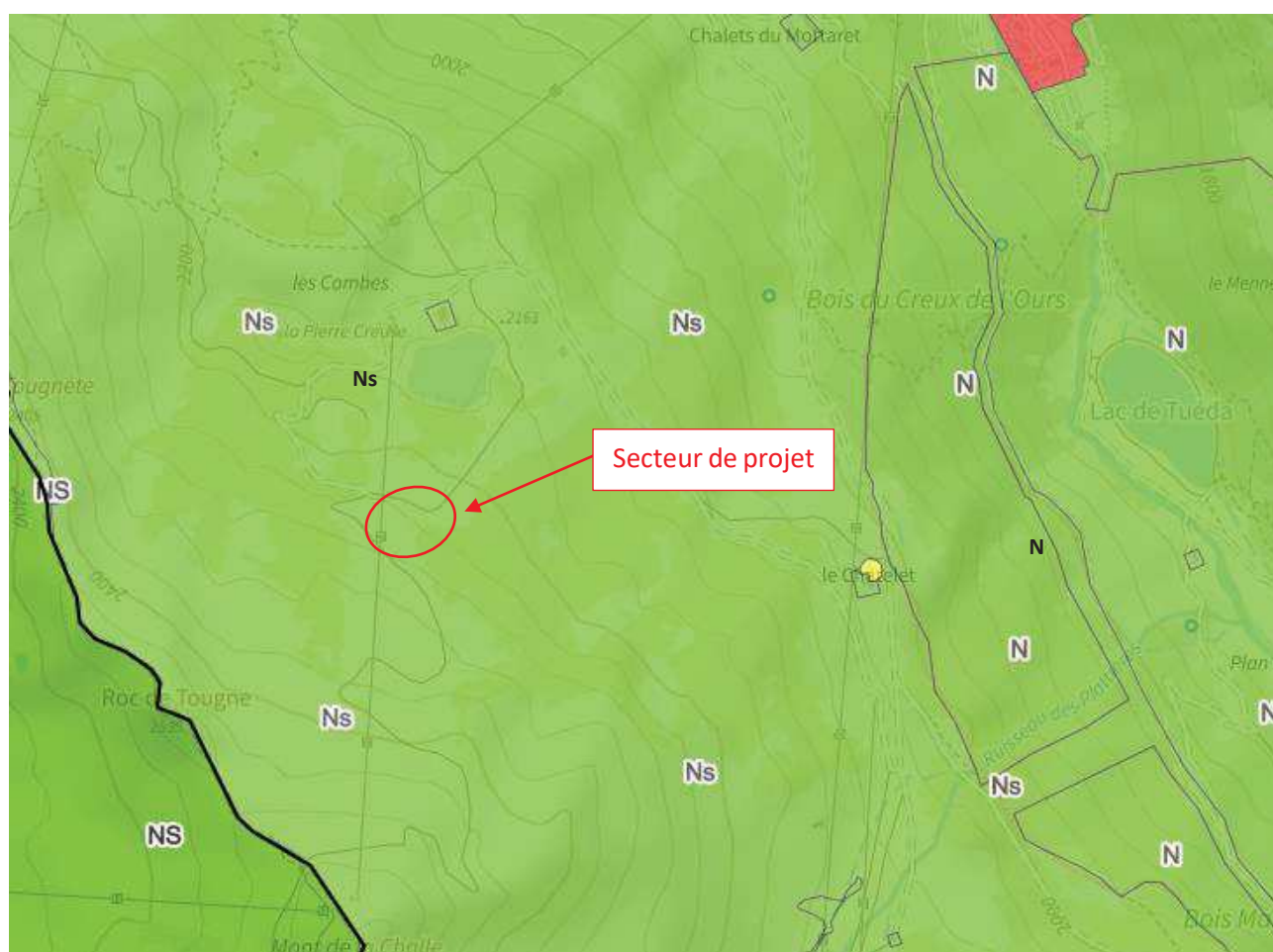
4.1.1. Le Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Par délibération n° 12/2015 en date du 16 mars 2015 la commune des Allues a approuvé la reprise de la révision générale n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune.

La révision générale a été approuvée le 6 juillet 2017. Deux modifications simplifiées ont été réalisées le 14 novembre 2017 et le 22 mai 2018.

Le projet est concerné par une zone Ns.

- **Zone Ns** « Zone naturelle où s'étend le domaine skiable »



EXTRAIT DU PLU

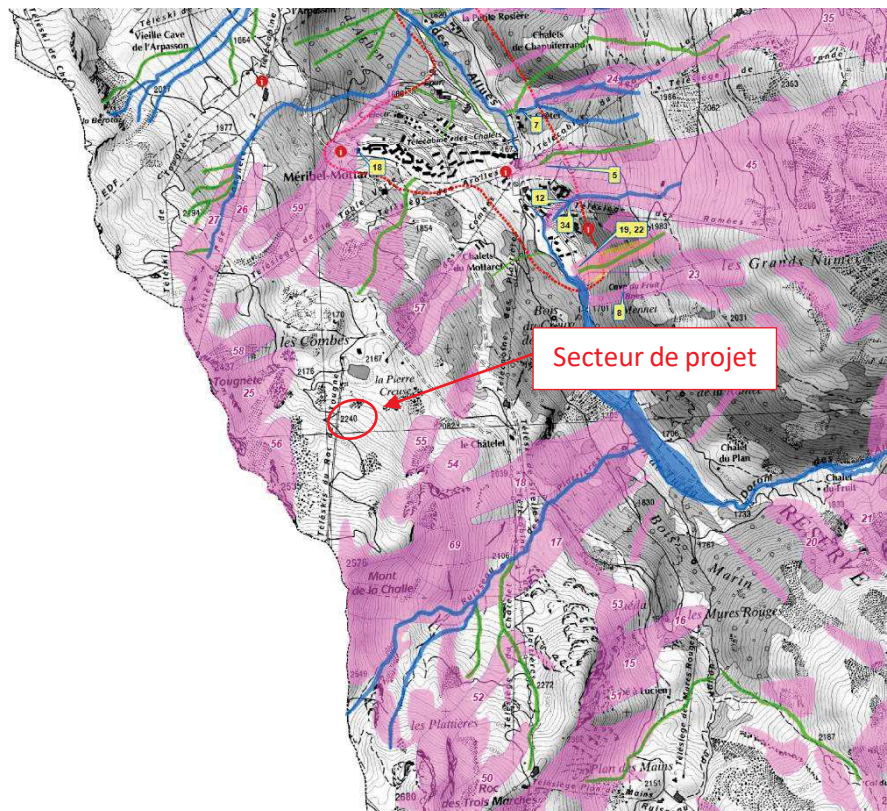
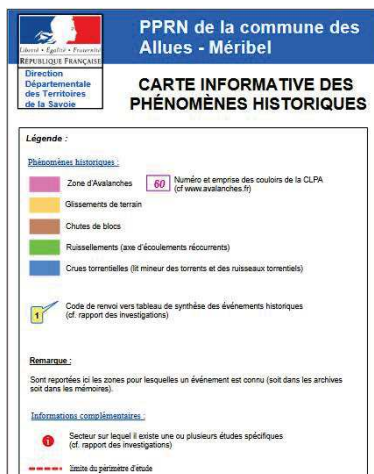
La zone de projet est concernée par un secteur Ns, zone de pratique du ski. Aucun sous-secteur n'est concerné par le projet, le projet est donc compatible avec le Plan Local d'Urbanisme.

4.2. RISQUES NATURELS

4.2.1. Plan de Prévention des Risques Naturels

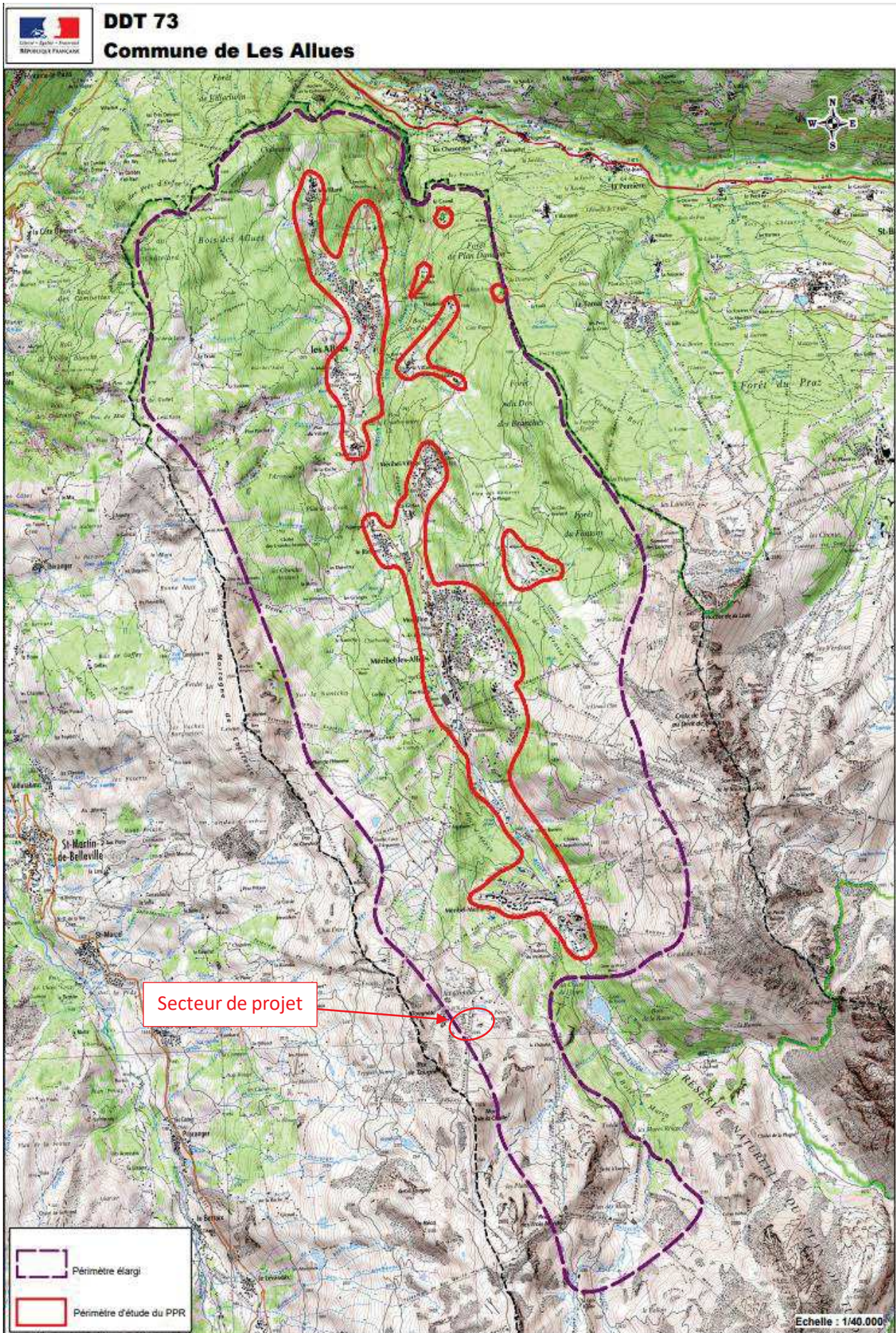
Sur la commune des Allues, les risques naturels sont traités par un Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles (PPR) approuvé le 27 mars 2018. Le présent PPR ne prend en compte que les phénomènes naturels prévisibles définis au 2. De la « note de présentation », tels que connus à la date d'établissement du document, à savoir :

- **A** : avalanches,
- **G** : glissements de terrain,
- **I** : inondations par une crue à débordement lent,
- **P** : chutes de pierre et/ou de blocs, éboulements,
- **R** : ravinements, ruissellements,
- **T** : crue ou lave torrentielles, coulées boueuses ou érosion de berges.



La zone de projet n'est pas comprise dans le périmètre réglementaire du PPRn de la commune des Allues. Elle est cependant comprise dans le périmètre élargi. D'après la carte informative des phénomènes historiques sur la commune, le secteur de projet se situe hors de phénomène d'avalanche.

Il n'y a donc pas de risques naturels recensés dans les documents réglementaires de la commune.



4.3. AGRICULTURE ET PASTORALISME

La zone d'étude est concernée par une unité pastorale, les granges.

Une agricultrice utilise le site pour le pâturage d'ovins, uniquement en aout. Une concertation a été déjà réalisée entre l'agricultrice et la S3V afin d'échanger sur la nature et le planning des travaux.



UNITE PASTORALE

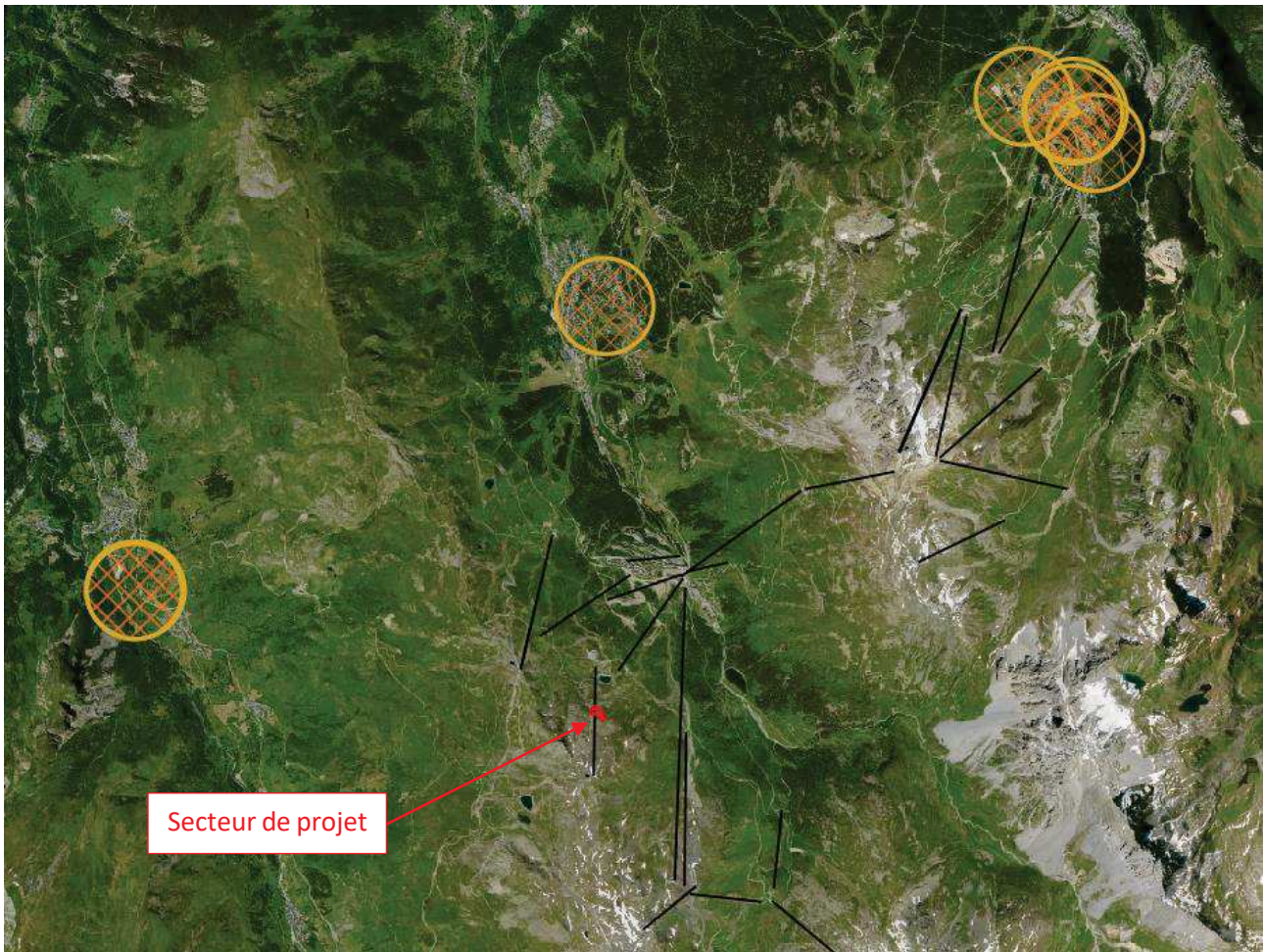
Les travaux sont prévus en juillet. Le site étant utilisé pour l'agriculture uniquement au mois d'aout, il n'y aura donc pas de conflit d'usage pendant la phase de travaux. En phase d'exploitation, une fois la revégétalisation réalisée, le site retrouvera son potentiel fourrager à terme.

Les effets sur l'agriculture sont qualifiés de faibles.

4.4. ESPACE FORESTIER ET SYLVICULTURE

Du fait de l'altitude, aucun boisement n'est présent sur la zone de projet et par conséquent aucun défrichement ne sera nécessaire. Les enjeux sur ce volet sont considérés comme inexistantes.

4.5. PATRIMOINE HISTORIQUE



LOCALISATION DES MONUMENTS HISTORIQUES ET LEURS PERIMETRES DE PROTECTION (EN ORANGE) VIS-A-VIS DE LA ZONE DE PROJET

La zone de projet n'est pas concernée par un périmètre de protection d'un monument historique. Les enjeux sont nuls.

4.6. ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX

4.6.1. Aires d'inventaires

4.6.1.1. Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont des inventaires des espaces naturels terrestres remarquables du territoire français. Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. L'inventaire des ZNIEFF identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Il rationalise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels la faune et la flore. Deux catégories de zones sont distinguées :

- **Les ZNIEFF de type I**, de superficie réduite, sont des espaces homogènes d'un point de vue écologique et qui abritent au moins une espèce et/ou un habitat rare ou menacé, d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire ;
- **Les ZNIEFF de type II** sont de grands ensembles naturels riches, ou peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type I et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.

La zone de projet se situe à proximité des ZNIEFF listées dans le tableau ci-dessous :

Code	Nom	Superficie (ha)
ZNIEFF de type I		
73000076	Lac et tourbières du Plane et des Teppes Noires	131
73150054	Plan de tueda	319
ZNIEFF de type II		
7315	Massif de la Vanoise	2585,92

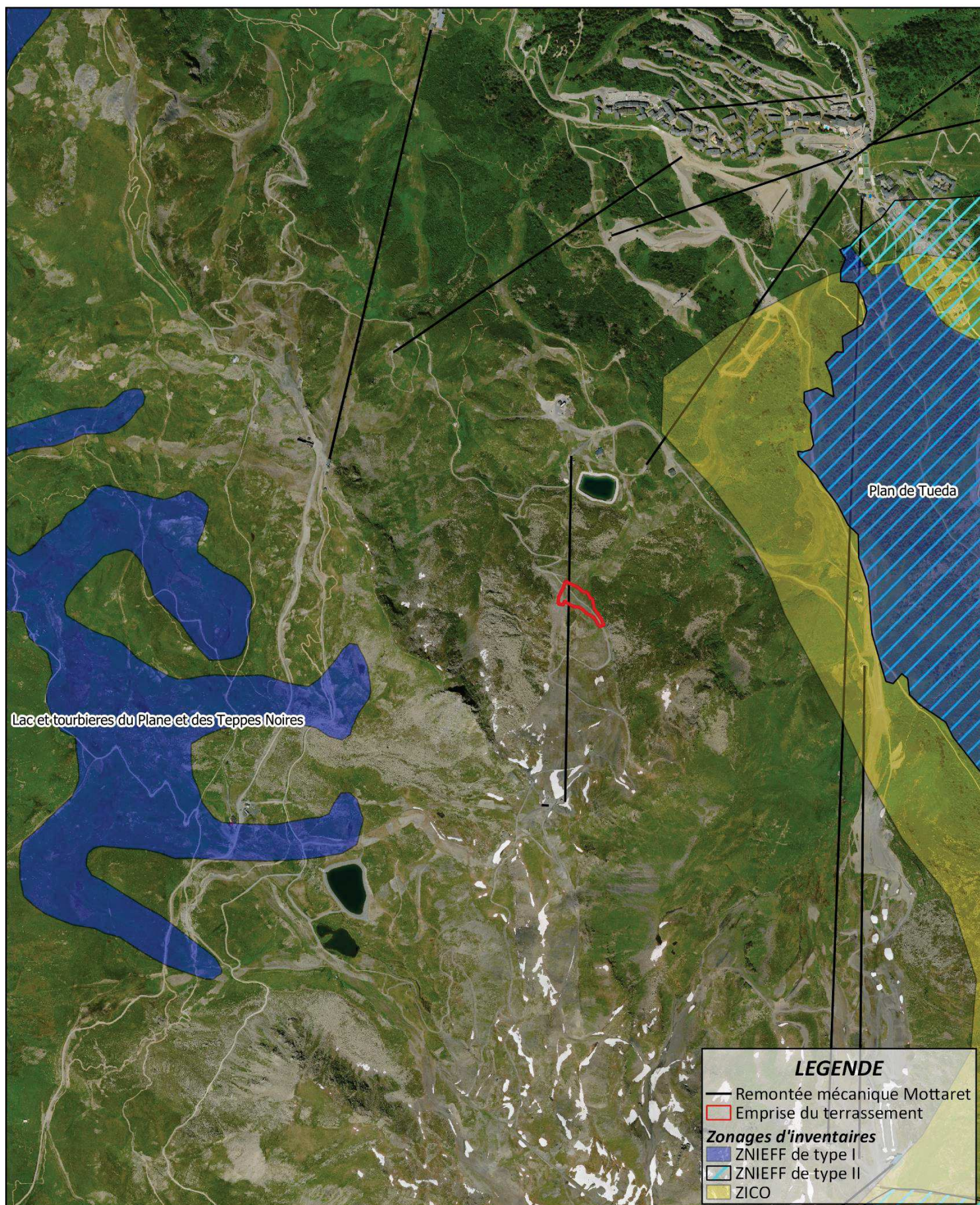
La zone de projet n'est pas concernée par des zonages d'inventaires de type ZNIEFF.

4.6.1.2. Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux

Les ZICO renvoient à un inventaire scientifique dressé en application d'un programme international de Birdlife International visant à recenser les zones les plus favorables pour la conservation des oiseaux. Ce périmètre, témoin de la qualité et de la richesse du secteur, n'a pas de portée réglementaire directe mais il convient d'en tenir compte. La ZICO concernant le territoire des Allues est la suivante :

Code	Nom	Superficie (ha)
ZICO		
RA11	Parc national de la Vanoise	

La zone de projet n'est pas concernée par la Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux « Parc national de la Vanoise » présente sur la commune des Allues.



4.6.2. Aires de protection

4.6.2.1. Natura 2000

La constitution du réseau Natura 2000 repose sur la mise en œuvre de deux directives européennes : les directives « oiseaux » et « habitats ». Son objectif est la conservation, voire la restauration d'habitats naturels et d'habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage, et d'une façon générale, la préservation de la diversité biologique.

Ce réseau est constitué de :

- **Zones de Protection Spéciales (ZPS)**, désignées au titre de la directive européenne 79/409/CEE « Oiseaux » du 2 avril 1979, proposés pour la France.
- **Sites d'intérêts communautaires (SIC)** puis **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** désignées au titre de la directive 92/43/CEE « Habitats, Faune, Flore » du 21 mai 1992 proposés pour la France.

Deux sites Natura 2000 sont présents à proximité relative de la zone de projet :

Code	Nom	Superficie (ha)
SIC/ZSC		
FR8201783	MASSIF DE LA VANOISE (SIC en 2002 puis ZSC en 2008)	54 030
ZPS		
FR8210032	Massif de la Vanoise	53 618

La zone de projet n'est pas concernée par un périmètre Natura 2000, le plus proche étant la ZSC « Massif de la Vanoise » située à plus de 900 mètres.

Les terrassements sont situés sur une piste de ski déjà existante et impactent des habitats déjà remaniés. Il n'y a aucun effet sur un habitat d'intérêt communautaire désigné dans le site Natura 2000 le plus proche.

Les effets potentiels sur le site Natura 2000 à proximité sont considérés comme inexistant.

4.6.2.2. Parc National de la Vanoise

Le Parc National de la Vanoise (PNV) est une portion du territoire à l'intérieur duquel la faune, la flore et le milieu naturel en général sont protégés de l'action de l'homme par décret.

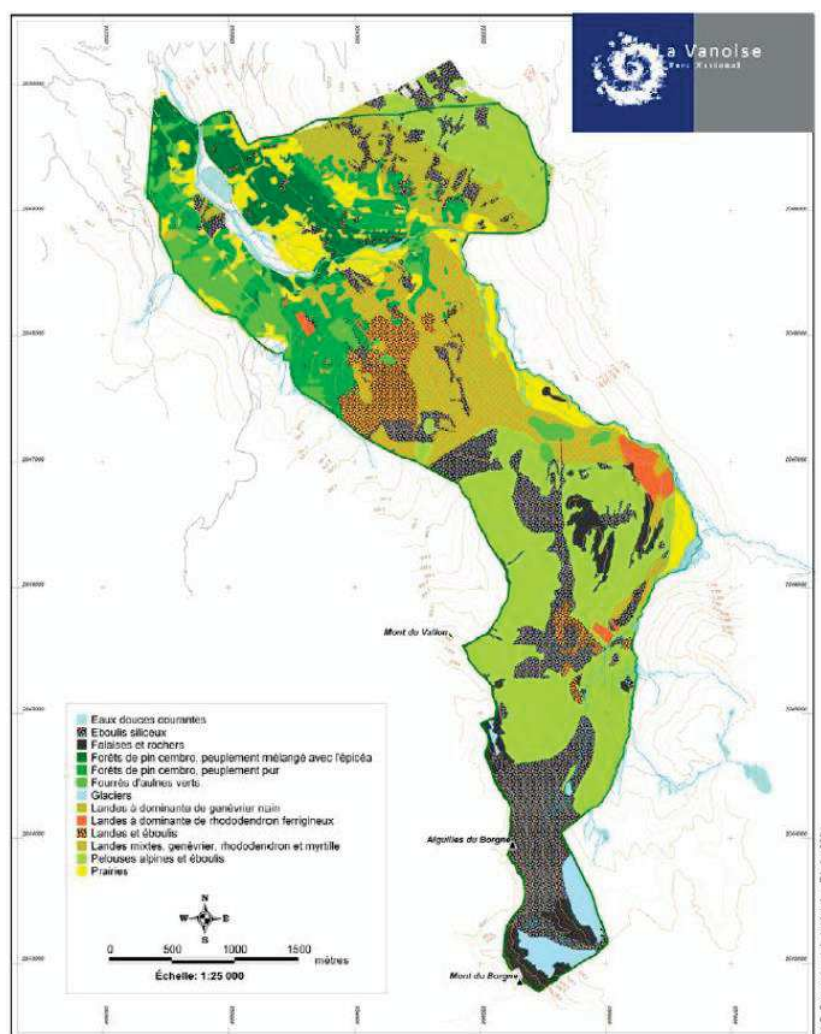
Le Parc National de la Vanoise est composé de deux parties :

- Le cœur de parc, d'une superficie de 52 8000 hectares est avant tout un espace naturel et protégé, soumis à une réglementation spécifique.
- L'aire optimale d'adhésion, qui couvre 28 communes où le Parc participe à la valorisation touristique, culturelle et économique des ressources locales et incite au respect de l'environnement et du patrimoine culturel.

Le domaine skiable de Méribel Mottaret n'est pas concerné par l'aire optimale d'adhésion du PNV.

La zone de projet se trouve à environ 3,3 kilomètres du cœur du parc.

Ne se situant pas dans le cœur du parc, il n'y a pas de contrainte réglementaire liée au projet.



LES UNITES ECOLOGIQUES DU COEUR DU PARC DE LA VANOISE, 2004

4.6.2.1. Zones humides

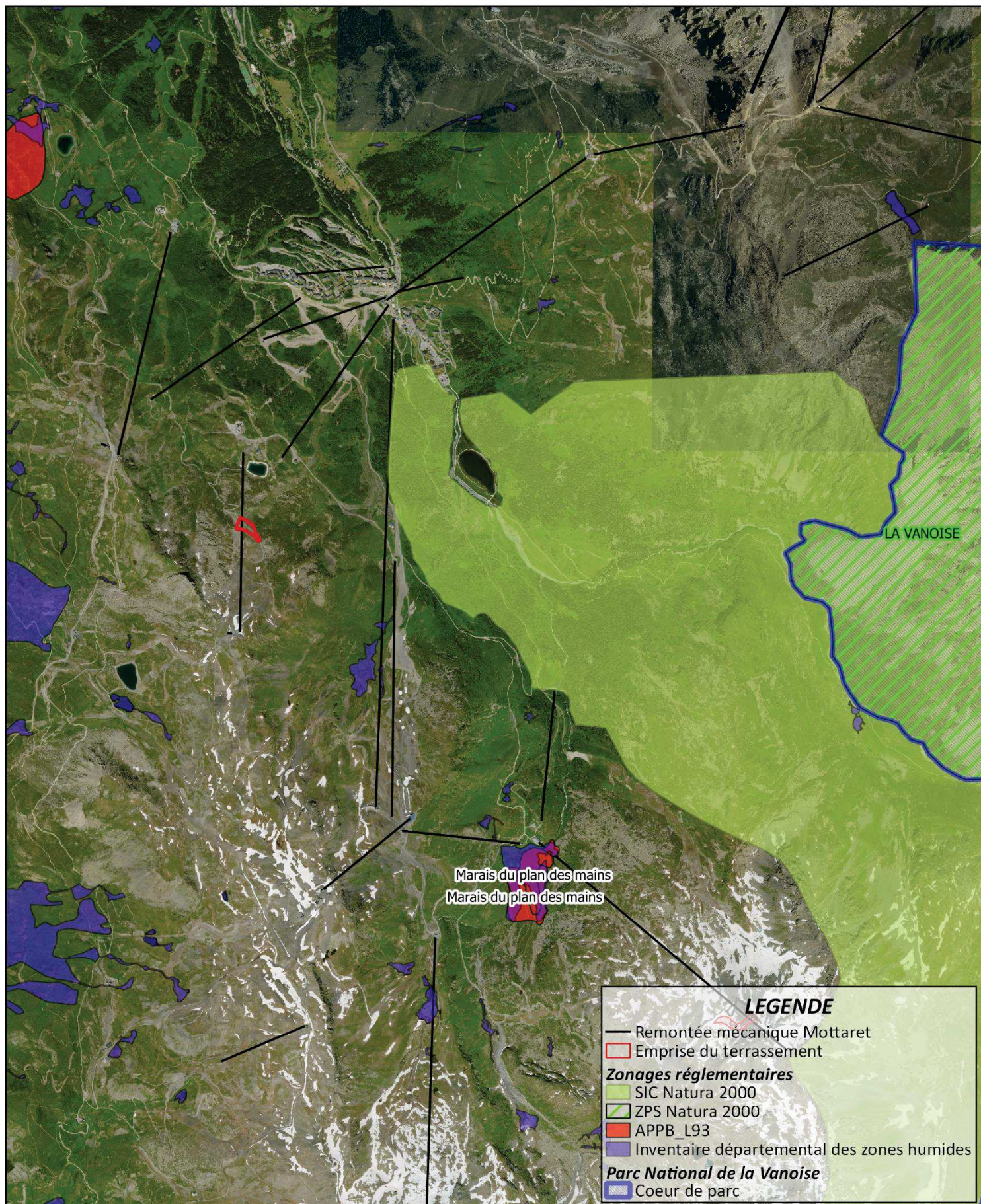
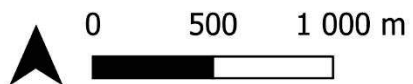
Plusieurs zones humides référencées lors de l'inventaire départemental sont présentes sur le domaine skiable de Méribel-Mottaret mais aucune n'est concernée directement.

Aux vues des distances et des alimentations de ces zones, le projet n'aura pas d'impact sur ces habitats sensibles.

Aucun aménagement ne concerne directement les zones humides identifiées, ces dernières ne seront donc pas impactées par l'ensemble des opérations au vu de leur éloignement.

4.6.2.2. APPB

Un APPB est présent sur le domaine skiable de Méribel-Mottaret « Marais du plan des mains ». Cependant, ce zonage est éloigné de la zone de projet.



5. CONTEXTE HYDROLOGIQUE

5.1. RESEAU HYDROGRAPHIQUE

Aucun cours d'eau n'est présent au droit du projet.

Au regard de la topographie, de la géologie du site et des opérations prévues, les enjeux de pollutions aux hydrocarbures ou aux matières en suspension sont faibles. Des mesures de réduction seront tout de même prises en phase chantier.

5.2. PERIMETRE DE PROTECTION DE CAPTAGE

Le projet est situé dans le grand périmètre de protection éloigné de 4 captages : le Laitalet, basse et haute du Mottaret et Combe.

Les captages sur la commune de Méribel sont concernés par l'arrêté préfectoral datant du 19 novembre 2004.

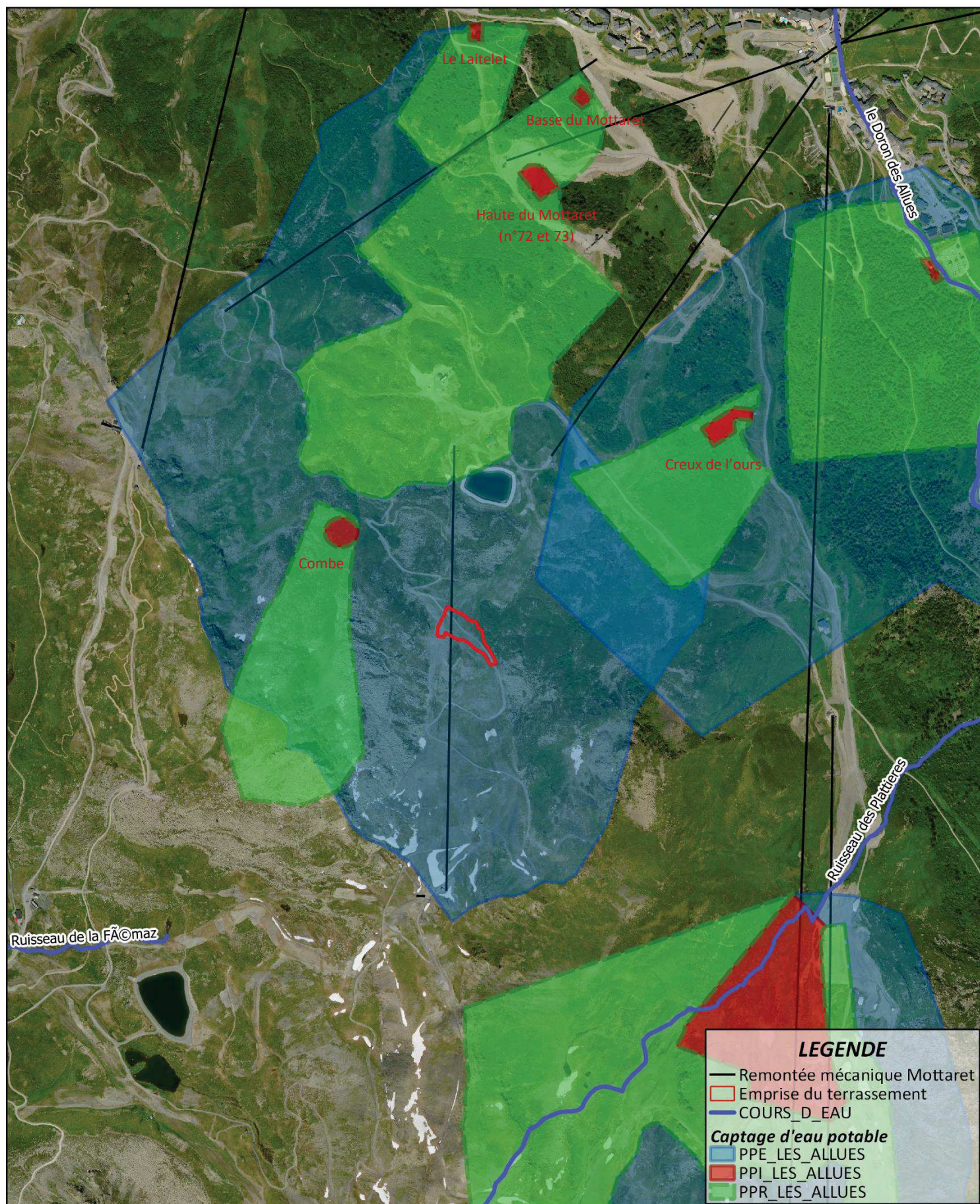
Les travaux en périmètre rapprochés sont réglementés. Cependant, aucune prescription n'est faite pour les travaux en périmètre éloigné dans l'arrêté.

Les sources du Mottaret ne sont pas utilisées en été mais uniquement lors de la période hivernale. Les terrassements de plus de 7 mètres n'auront donc pas d'effet sur la santé humaine lors des travaux. Cependant, une attention particulière devra tout de même être apportée lors de travaux pour la réouverture des captages. La qualité de l'eau avant et après travaux sera vérifiée à l'aide d'analyse (voir la partie mesure).

Les mesures spécifiques prises en phase chantier afin d'éviter et réduire les impacts potentiels sont à retrouver dans la partie mesures.

Les travaux sont concernés par le périmètre de protection éloigné des plusieurs captages.

Des mesures seront toutefois prises lors des travaux et une analyse de la qualité des eaux avant la réouverture des captages seront effectuée.

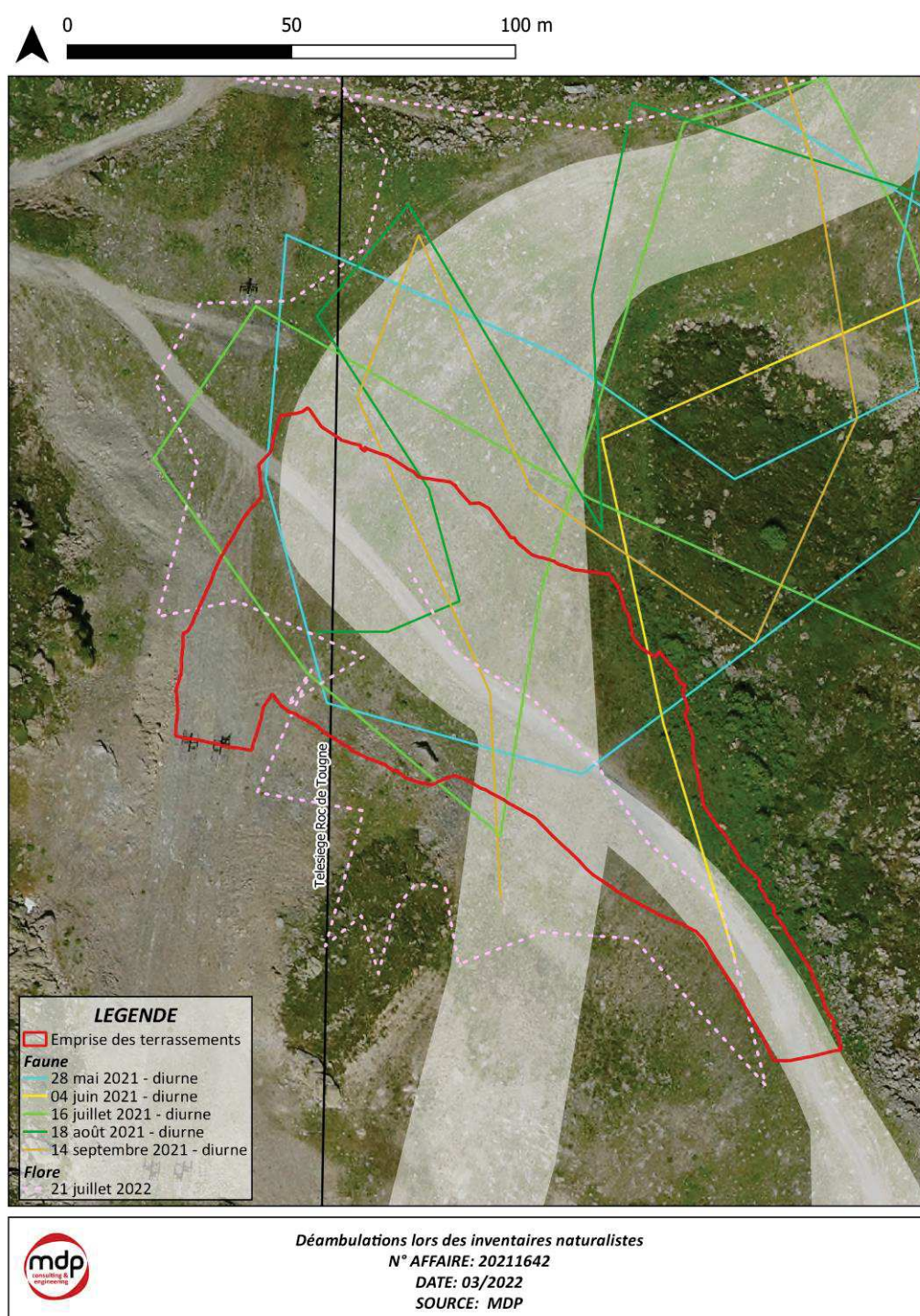


Zonages réglementaires
N° AFFAIRE: 20211642
DATE: 01/2023
SOURCE: MDP, DREAL

6. CONTEXTE BIOTIQUE

Pour le contexte biotique, des inventaires naturalistes ont été effectués selon les dates suivantes :

Date d'intervention	Intervenant	Interventions
28/05/2021	Alp'Pages	Faune
16/07/2021	Alp'Pages	Faune
21/07/2022	Claire Lanoy (MDP) Loana Angelier (MDP)	Habitats naturels Flore
18/08/2021	Alp'Pages	Faune
14/09/2021	Alp'Pages	Faune



6.1. HABITATS NATURELS

La zone de projet est concernée par les habitats suivants :

Nom	Code Eunis	Code Corine	Natura 2000	Enjeu globale
Prairies/pistes améliorées très récentes (moins de 3 ans)	EA	-	-	FAIBLE
Prairies/pistes améliorées (entre 3 et 10 ans)	EB	-	-	FAIBLE
Fourrés alpins à aulne vert	F2.311	36.6	-	FAIBLE
Sols rocheux peu profond avec ou sans végétation	H5.36		-	FAIBLE

La zone de projet est concernée principalement par des habitats remaniés (piste de ski revégétalisée). Elle est également concernée par des fourrés alpins à aulne vert sur une partie de la piste et au bord du chemin 4x4. Ces habitats naturels possèdent un enjeu local de conservation qualifié de faible.

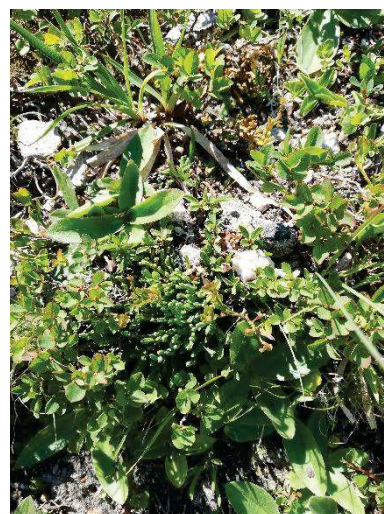
A noter tout de même la présence d'un patch de lande alpine abritant le lycopode des Alpes, espèce protégée au niveau national, au sud de la zone de projet. Le projet a été adapté suite aux inventaires et à la mise en évidence de cet habitat à enjeu.

Les effets sur les habitats naturels sont qualifiés de faibles de par la faible sensibilité écologique de ces milieux (habitats remaniés) et de par la faible surface impactée par les travaux (0,89ha).

6.2. FLORE

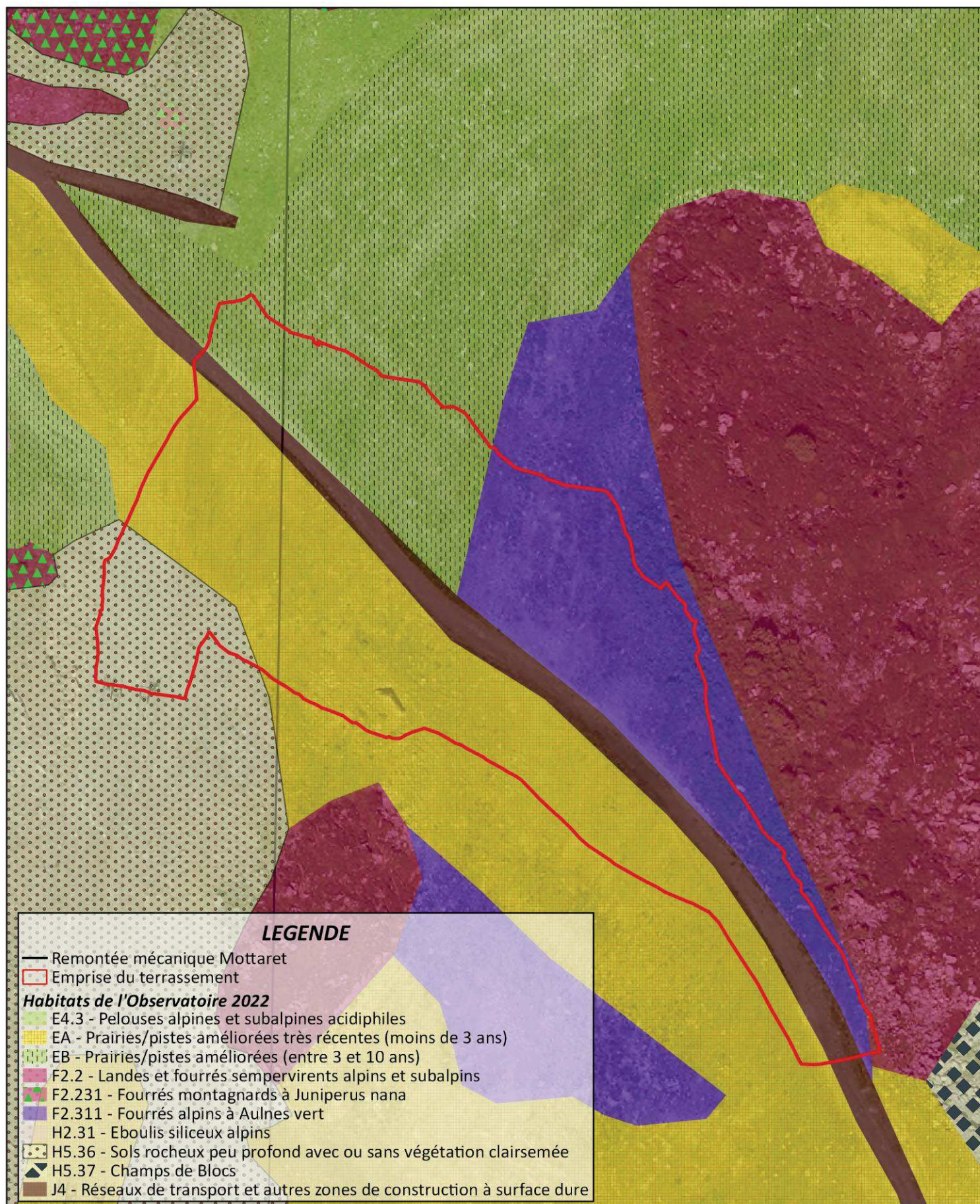
Une espèce protégée au niveau national a été observée au sud de la zone de projet dans des landes alpines : le lycopode des Alpes (*Lycopodium alpinum*).

Voir la cartographie page suivante.

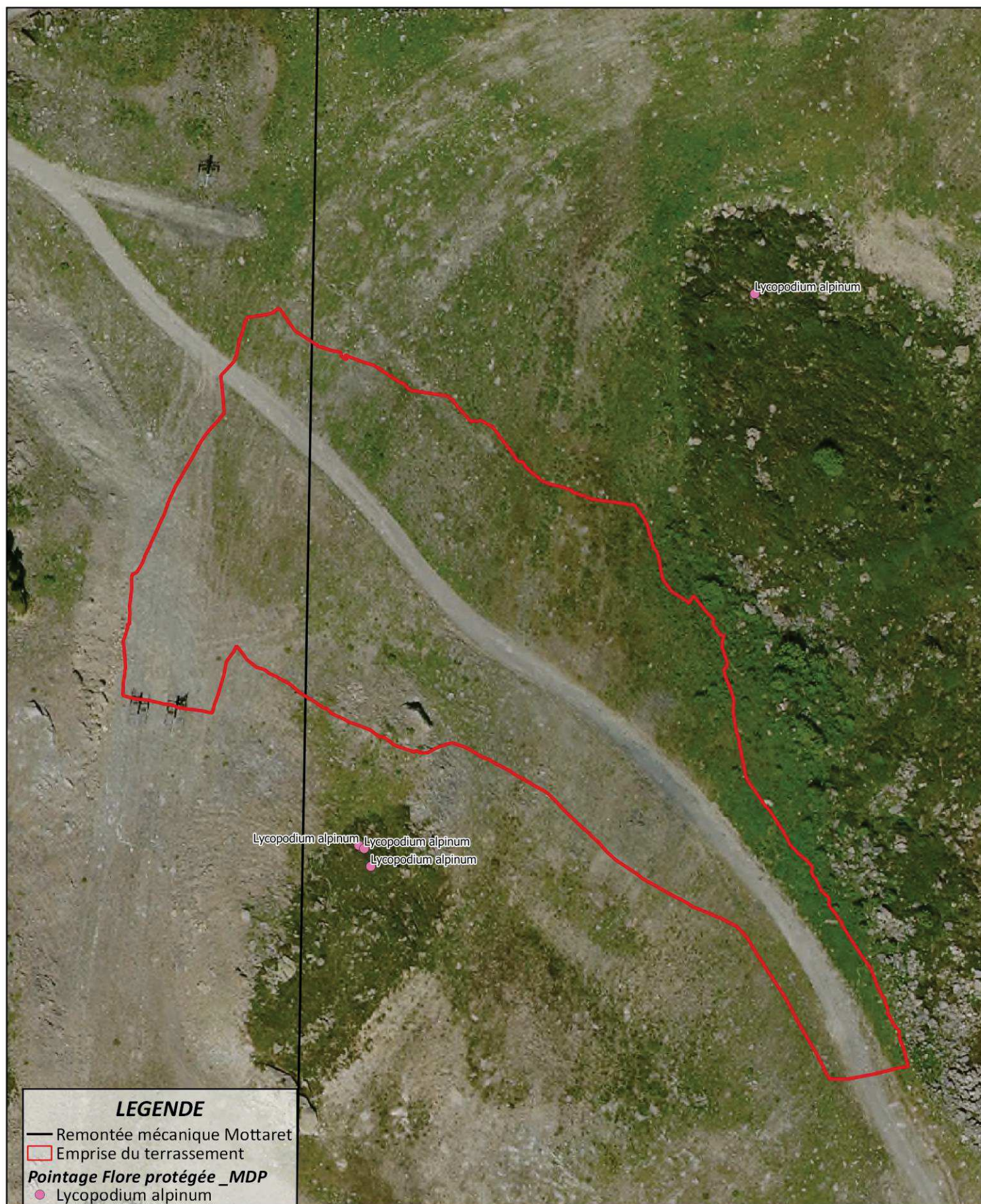


LYCOPODE DES ALPES OBSERVE A PROXIMITE DE LA ZONE D'ETUDE

Les terrassements ne vont pas avoir d'impact direct sur l'espèce. En effet, le projet a été conçu pour éviter cette espèce protégée. Lors de la phase travaux et pour éviter toute destruction accidentelle par le passage des engins ou pas le stockage des matériaux, les individus seront mis en défens à l'aide de rubalise (voir la partie « mesures prévues »).



Habitats naturels
N° AFFAIRE: 20211642
DATE: 01/2023
SOURCE: MDP



Flore protégée
N° AFFAIRE: 20211642
DATE: 01/2023
SOURCE: MDP

6.3. FAUNE

6.3.1.1. Mammifères

Aucune espèce à enjeu n'a été observée sur la zone de projet.

6.3.1.2. Avifaune

4 espèces sensibles ont été observées à proximité de la zone de projet. Voir le tableau page suivante.

Ces espèces se reproduisent dans les habitats rocheux ou les pelouses rocheuses en contre bas de la zone de projet.

Voir la cartographie ci-dessous.

Les habitats de reproduction de ces espèces ne sont pas présents dans le périmètre des terrassements. En effet, il s'agit d'habitats remaniés et non favorables à la reproduction de ces espèces. Lors des travaux, il n'y aura donc pas de risque de destruction d'individus et/ou de nichées.

Au vu de la faible durée des travaux (3 semaines), le risque de dérangement sur les espèces à proximité est qualifié de faible.

6.3.1.3. Reptiles et amphibiens

Aucune espèce à enjeu n'a été observée sur la zone de projet.

6.3.1.4. Insectes

Aucune espèce à enjeu n'a été observée sur la zone de projet.

Nom scientifique Nom vernaculaire	DO	PN	Listes rouges			Sensibilité de l'espèce	Cortège	Utilisation du site	Habitats utilisés	Sensibilité sur le site
			France	RA (été)	RA (hiv)					
<i>Anthus spinoletta</i> Linnaeus, 1758 Pipit spioncelle		X	LC	LC	LC	FORTE	Alpages, rochers	1	Pelouses rocheuses	FORTE
<i>Oenanthe oenanthe</i> Linnaeus, 1758 Traquet motteux		X	NT	LC	NA	FORTE	Pâturages rocheux, éboulis, dunes, landes	2+ jeunes	Rochers	FORTE
<i>Phoenicurus ochruros</i> S. G. Gmelin, 1774 Rougequeue noir		X	LC	LC	LC	FORTE	Rochers, édifices	1 + jeunes	Rochers	FORTE
<i>Prunella collaris</i> Scopoli, 1769 Accenteur alpin		X	LC	LC	NT	FORTE	Rochers	1	Rochers	FORTE

Légende**Protections**

Protection nationale (PN) - Arrêté du 3 mai 2007 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire

Protection communautaire (DO) - Annexe I de la Directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 modifiée, dite « Directive Oiseaux » (DO-I) : espèces dont la protection nécessite la mise en place des Zones de Protection Spéciales (ZPS)

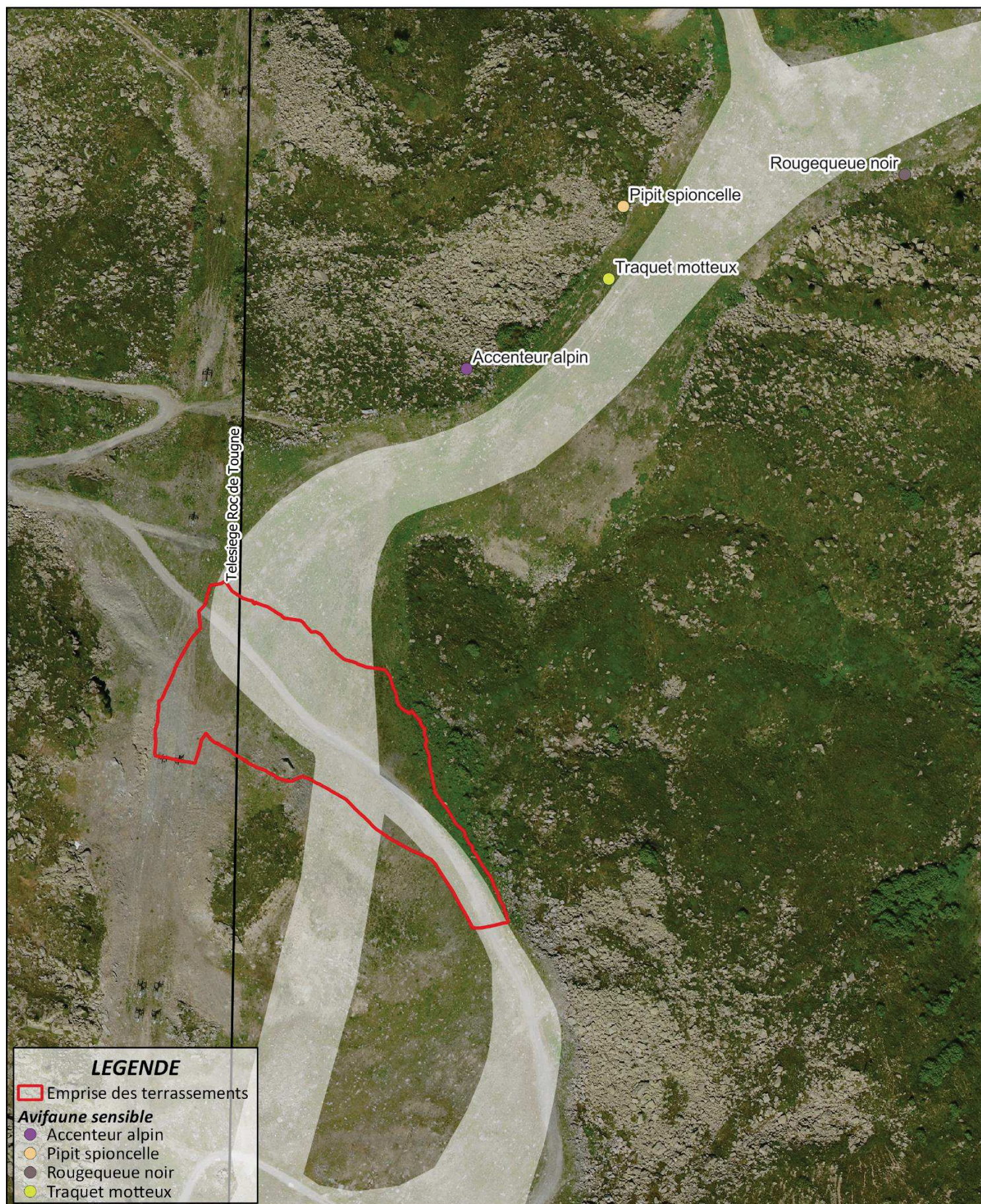
Listes rouges

UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS (2016). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Oiseaux de France métropolitaine. Paris, France

De Thiersant M.P. & Deliry C. (coord.) 2008 -Liste Rouge des Vertébrés Terrestres de la région Rhône-Alpes. - CORA Faune Sauvage, Région Rhône-Alpes

RE : Disparu de la région, **CR** : En grave danger (très rare), **EN** : En danger (rare), **VU** : Vulnérable (effectifs en déclin), **NT** : Quasi menacé, **LC** : Faiblement menacé, **NE** : Non évalué

Enjeux : valeur patrimoniale spécifique intrinsèque de l'espèce : faible / modéré / fort / très fort



Avifaune protégée
N° AFFAIRE: 20211642
DATE: 03/2022
SOURCE: MDP

7. MESURES

7.1. MESURE D'ÉVITEMENT

7.1.1. ME1 : Evitement des pieds de lycopode des Alpes lors de la conception du projet

Des inventaires ont été réalisés en juillet 2022 et ont permis de mettre en évidence la présence du lycopode des Alpes sur la périmètre d'étude.

Les pointages ont été intégrés dès la conception du projet afin d'éviter leurs destruction.

7.1.2. ME2 : Mise en défens du lycopode des Alpes

Lors des travaux, des stations du lycopode des Alpes ont été observées à proximité des travaux. Afin d'éviter le risque de destruction accidentelle d'autres pieds de lycopode des Alpes, les pieds à proximité des travaux seront mis en défens.

Matériel :

- Jalons de pistes en bois et cordeline (type élastique) sur deux niveaux
- 1 à 2 panonceaux plastifiés par site, agrafés sur les jalons pour informer de la sensibilité de ces milieux

Installation de la mesure : lors des phases préparatoires du chantier par le maître d'œuvre du chantier

Condition d'application de la mesure : incluse dans le Cahier des charges permettant de retenir les prestataires intervenants sur le chantier et notamment le terrassier.



EXEMPLE DE MISE EN DEFENS LORS DU SUIVI DE CHANTIER POUR LE PROJET DE LA RETENUE DES COMBES – MERIBEL-MOTTARET

Ces mises en défens seront installées au début des travaux et devront être conservés durant toute la durée du chantier.

7.2. MESURE DE REDUCTION

7.2.1. **MR1 : Protection contre le risque de pollution turbide et chimique**

Le risque de pollution chimique est dû à l'utilisation d'engins et d'outils motorisés dans les zones mises à nus. Pour limiter ce risque et parer tout incident éventuel, plusieurs préconisations seront appliquées.

Le risque de pollution turbide est dû aux ruissellements sur des terrains où le sol a été mobilisé par les travaux eux-mêmes ou le passage d'engins.

7.2.1.1. *Kits antipollution*

Chaque engin sera équipé d'un kit antipollution conforme à l'engin concerné. Le personnel des entreprises de réalisation sera informé de la présence de ce kit et formé à son utilisation. La manipulation d'outils motorisés fera également l'objet d'une manipulation attentive. Les équipes à pied seront elles-aussi équipées d'au moins un kit antipollution.

7.2.1.2. *Limitation des travaux en période de pluie*

Les travaux de terrassement seront stoppés lors des événements pluvieux importants pour éviter les ruissellements de surface.

7.2.1.3. *Respect du plan de circulation et de stationnement*

Voir la mesure ci-dessous.

7.2.2. **MR2 - Plan de circulation, de stationnement et de stockage**

Les engins emprunteront les pistes carrossables déjà existantes ce qui évitera toutes divagations. Le stockage des matériaux ne sera possible que sur des aires dédiées.

Les stockages et les stationnements seront conformes à la réglementation. Ils seront réalisés hors des périmètres de protection éloigné (idem pour le remplissage des réservoirs de carburant). Le stockage des hydrocarbures et matériels de chantier si stockage il y a, devra aussi être en dehors des périmètres de protection rapprochée.

Le stockage des hydrocarbures se fera à l'aide d'une cuve double paroi. Les zones de stationnements seront situées en dehors de tout périmètre sensible et notamment le périmètre de protection de captage présent sur le secteur.

7.2.3. MR3 – Revégétalisation des surfaces terrassées

Le réensemencement de l'ensemble des zones terrassées sera effectué à la suite du chantier selon un processus rigoureux pour garantir le succès et la pérennité de l'opération.

Les précautions suivantes seront prises de manière à obtenir une reprise plus rapide du milieu :

- Adapter les semences aux différentes conditions écologiques,
- Eviter toute divagation d'engins après le réensemencement,
- En cas d'atteinte accidentelle au couvert végétal en dehors du chantier, un traitement immédiat avec réensemencement selon les mêmes modalités sera obligatoirement entrepris.

Une végétalisation permet une résilience du milieu en 2 à 3 ans en termes paysager et fourrager, en 10 à 15 ans en termes de dynamique naturelle.

Ainsi, les impacts paysagers permanents seront réduits significativement à partir de la troisième année.

La zone de projet étant concernée par un périmètre de protection de captage, la re-végétalisation devra utiliser un paillage, sans utilisation d'engrais organique (fumiers, lisiers, boues de STEP, compost d'origine douteuse, etc...). Seul l'usage de composts inertes au point de vue bactériologique (origine maîtrisée et sûre sur un plan qualitatif, sans produits phytosanitaires), voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote.

7.2.4. MR4 – Fermeture du captage du creux de l'ours

Par mesure de précaution, le captage du creux de l'ours, situé en contre bas du projet sera fermé durant la période de chantier. La mesure MS1 sera également appliquée à ce captage d'eau potable.

7.3. MESURES DE SUIVI

7.3.1. MS1 – Analyse de la qualité des eaux des sources du Mottaret avant et après travaux

Lors des travaux projetés, pour la réalisation des terrassements liés au reprofilage de la piste Julie une analyse (bactériologie, turbidité, indice hydrocarbures) sera réalisée avant le commencement des travaux puis à l'issue de ces derniers avant la remise en service des captages sur chacun des captages concernés.

7.3.2. MS2 – Suivi de chantier environnemental

Un maître d'œuvre environnemental s'occupera du suivi de chantier. Il effectuera le suivi des mesures préconisées et en rendra compte au maître d'ouvrage via des comptes rendu de réunion. 1 visite est prévue en début de chantier, lors de la réunion de lancement, afin de sensibiliser les équipes de chantier et de mettre en défens le lycopode des Alpes.

8. EFFETS CUMULES

Sur le domaine de Méribel-Mottaret, dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement ont été réalisés plusieurs projets :

- **La restructuration du front de neige (2014/2015)** : cette restructuration visait le remplacement de 3 télésièges par 1 seul télésiège débrayable 6 places avec une gare intermédiaire et des aménagements débutants.
- **La restructuration de la piste de la Chambre (2017)** : la restructuration de la piste a permis la création d'une piste bleue de retour permettant une alternative à la piste rouge de la Chambre.
- **Le remplacement des télésis du Roc de Tougne (2017)** : le projet consistait au remplacement des 2 télésis du Roc de Tougne pour les remplacer par un télésiège.
- **L'agrandissement de la retenue des Combes (2018)** : l'objectif était de remettre en sécurité une retenue que les services de l'état ont identifiée comme à risque et d'augmenter la capacité de stockage de la retenue.
- **L'enneigement de 6 pistes de ski sur le secteur Fond de Vallée et reprises de portion de pistes (2019 à 2021)** : l'objectif de ce projet est de garantir un enneigement satisfaisant sur des pistes stratégiques permettant la liaison entre les différents domaines.
- **Le remplacement de la télécabine des Plattières par le TSD6 du Bouquetin (2020)** : ce projet de remplacement de la TC Plattières 3, datant de 1984, a permis de la remplacer par un télésiège 6 places débrayable qui est plus performant et plus confortable.

Suite aux études réglementaires réalisées pour chacun des projets, les effets résiduels de ces derniers et du présent projet sont les suivants :

Effets	Evaluation de l'impact après mesure
Restructuration du front de neige	
Modification de 0,32 ha de gazon alpin mésophile à <i>Nardus stricta</i> et communauté apparentée.	MODERE
Modification de 6 ha de prairie améliorée et gazons favorable à un cortège d'oiseaux prairiaux et lépidoptères.	MODERE
Restructuration de la piste de la Chambre	
Modification temporaire de 0,42 ha de Habitats sans végétation ou à végétation clairsemée sur substrats minéraux ne résultant pas d'une activité glaciaire récente.	FORT
Modification de la perception paysagère estivale par modification du profil de terrain.	MODERE
Modification permanente de 0,16 ha de Pelouses alpines et subalpines acidiphiles	MODERE
Modification temporaire de 2,98 ha de Moraines glaciaires avec peu ou pas de végétation	MODERE
Remplacement des télésis du Roc de Tougne	
Dérangement d'individus de perdrix bartavelle en période sensible.	MODERE
Dérangement d'individus de pipit spioncelle en période sensible.	MODERE
Dérangement d'individus de niverolle des alpes en période sensible.	MODERE

Dérangement d'individus de bergeronnette grise en période sensible.	MODERE
Dérangement d'individus de rougequeue noir en période sensible.	MODERE
Dérangement d'individus d'accenteur alpin en période sensible.	MODERE
Restructuration de la retenue des Combes	
Perturbation de la D90 par les camions de transport et les déplacements occasionnés en saison touristique.	MODERE
Emission de GES lors du fonctionnement des engins	MODERE
Diminution de la production hydroélectrique en hiver	MODERE
Destruction et modification de 0,07 ha de Pelouses alpines et subalpines	MODERE
Destruction et modification de 1,07 ha de landes et fourrés sempervirents alpins et subalpins	MODERE
Projet secteur Fond de Vallée	
Emission des GES lors des travaux	MODERE
Dérangement potentiel des espèces du cortège des pelouses lors de leur période de reproduction pendant la phase 1 des travaux sur la piste de la Sitelle	MODERE
Dérangement potentiel du lézard vivipare et du triton alpestre lors de la phase 2 des travaux	MODERE

Le projet de reprise de la piste Julie n'engendre pas d'effet résiduels après l'application des mesures ERC. Les effets cumulés de ce projet avec les projets antérieurs, ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, sur le domaine skiable de Méribel-Mottaret sont donc qualifiés de négligeables.

9. CONCLUSION

Le projet consiste en la reprise d'une piste existante, l'ancienne piste Lagopède renommée Julie avec pour objectif de donner plus de visibilité aux skieurs pour augmenter leur sécurité et réduire le temps de travail des dameurs.

Au total, les terrassements correspondent à une surface de 0,89 hectare. Les volumes sont équilibrés et il n'y aura, par conséquent, pas de transport de matériaux.

Le projet est compatible avec le Plan Local d'Urbanisme.

Les travaux ont lieu dans un périmètre de protection éloigné de captage d'eau potable. Aucune prescription n'est donnée dans l'arrêté préfectoral pour les travaux en périmètre éloigné. Les captages ne sont pas utilisés en été mais uniquement lors de la période hivernale. Les potentiels effets de pollution du captage d'eau potable en phase de travaux sont qualifiés faibles. Des mesures seront tout de même prises en période de chantier. De plus, une analyse de la qualité des eaux sera réalisée avant la réouverture du captage pour s'assurer qu'aucune pollution n'a eu lieu lors des travaux.

Concernant le contexte biotique, des inventaires naturalistes ont été menés sur la zone de projet. Ces inventaires ont permis de mettre en évidence la présence du lycopode des Alpes dans des landes basses à proximité de la zone. Ces stations ainsi que l'habitat favorable de cette espèce protégée au niveau national ont été évités dès la conception du projet. 4 espèces d'oiseaux protégées ont été observés à proximité de la zone de projet. Ces espèces du cortège des pelouses rocheuses se reproduisent dans ces habitats présents en contre bas de la piste Julie. Aucun habitat favorable à leur reproduction n'a été observé sur la zone de projet, il n'y a donc pas d'espèce faunistique sensible se reproduit sur la zone de projet.

Les enjeux et les impacts sont donc précisés et des mesures seront mises en place pour éviter et réduire les effets :

- ME1 – Evitement des pieds de lycopode des Alpes lors de la conception du projet
- ME2 : Mise en défens du lycopode des Alpes
- MR1 : Protection contre le risque de pollution turbide et chimique
- MR2 : Plan de circulation, de stationnement et de stockage
- MR3 : Révégétalisation des surfaces remaniées
- MR4 : Fermeture du captage du creux de l'ours
- MS1 : Analyse de la qualité des eaux des sources du Mottaret avant et après travaux
- MS2 : Suivi de chantier environnemental

Ainsi, au vu de l'absence d'enjeux forts sur le site, de la mise en place des mesures ci-dessous, de la faible durée et surface des travaux, une étude d'impact ne semble pas nécessaire.

10. ANNEXE

10.1. ANNEXE 1 - ARRETE PREFECTORAL POUR LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DES ALLUES DU 19/11/2004

PREFECTURE de la SAVOIE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
de l'AGRICULTURE et de la
FORET de LA SAVOIE

ARRETE PREFECTORAL

Portant déclaration d'utilité publique
Pour les travaux d'alimentation en eau potable

=====
Commune de LES ALLUES

Captages de la Moraine (n°60), de la prise d'eau du ruisseau du Borgne (n°61), du Plan des Mains (n°63), de la prise d'eau du ruisseau du Vallon (n°88), de la prise d'eau du ruisseau des Plattières (n°68), du Creux de l'Ours (n°69, 70 et 71), des sources hautes (n°72 et 73) et des sources basses (n°75 et 76), du Mottaret, du Laitalet (n°81), du Corbey (n°208), de Tréju (n°97), de Séton (n°105), de la Quilletaz (n°104), de la Combe Baudry (n°106 et 108), de Sous la Traie (n°126, 127, et 128), de la prise d'eau du ruisseau du Rendez-vous, de Chappuifferand (n°14, 14 bis, 15, 15 bis, 20 et 21), de la prise d'eau du ruisseau de La Rosière, de Vers Burgin (n°25), de l'Orée du Bois (n°27, 28, 29 et 31), de l'amont du réservoir de Morel (n°35), du Syndicat (n°34), du Fontany (n°32 et 33), du Grand Nant (n°36) et du Mouchet (n°37 et 37 bis).

=====
Régularisation de la dérivation des eaux
Mise en place des périmètres de protection

LE PREFET de la SAVOIE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code des Collectivités territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles , L 126-1, R 123-1 et R 126-1;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-2 et L.1321-3 instituant la mise en place des périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, et les articles L.1324-3 et L.1324-4, et L 1312-1 et L1312-2 sanctionnant les infractions aux dispositions fixées en application des articles L.1321-2 et L.1321-3;

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R.1321-1 à R.1321-66, ainsi que les annexes 13-1 à 13-3 relatifs aux eaux destinés à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L.215-13 concernant la dérivation des eaux non domaniales ;

VU le Code de l'Environnement, Livre II Titre I ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, modifiée, et notamment son article 10 ;

VU le décret 93-742 du 29 mars 1993, modifié par le décret du 5 avril 1995 portant application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau ;

VU le décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de la loi n° 92-3 sur l'Eau ;

VU le décret 2003-868 du 11 septembre 2003 modifiant le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 et notamment son article 36, portant réforme de la publicité foncière (article 32-2) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990, relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, abrogeant la circulaire du 10 décembre 1968 ;

VU la circulaire n° 97/2 du 2 janvier 1997 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental ;

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Les Allues en date du 11 mai 2004 adoptant le projet, créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux et portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 2 novembre 2004 ;

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 1^{er} au 17 septembre 2004 inclus, conformément à l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2004 dans la commune de LES ALLUES ;

VU le plan des lieux et notamment les plans parcellaires et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sur les résultats de l'enquête, en date du 15 novembre 2004 ;

Considérant l'avis du Commissaire Enquêteur ;

Considérant que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par les articles R 11-1 alinéa 1 et R 11-2 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

Sur proposition de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Savoie ;

ARRETE

Article 1 -

Sont déclarés d'utilité publique :

- la réalisation des ouvrages de protection de la ressource en eau définis dans le dossier d'enquête
- la régularisation de la dérivation des eaux
- la création des périmètres de protection des captages suivants :

Captages de la Moraine (n°60), de la prise d'eau du ruisseau du Borgne (n°61), du Plan des Mains (n°63), de la prise d'eau du ruisseau du Vallon (n°88), de la prise d'eau du ruisseau des Plattières (n°68), du Creux de l'Ours (n°69, 70 et 71), des sources hautes (n°72 et 73) et des sources basses (n°75 et 76), du Mottaret, du Laitalet (n°81), du Corbey (n°208), de Tréju (n°97), de Séton (n°105), de la Quilletaz (n°104), de la Combe Baudry (n°106 et 108), de Sous la Traie (n°126, 127, et 128), de la prise d'eau du ruisseau du Rendez-vous, de Chappuiffierand (n°14, 14 bis, 15, 15 bis, 20 et 21), de la prise d'eau du ruisseau de La Rosière, de Vers Burgin (n°25), de l'Orée du Bois (n°27, 28, 29 et 31), de l'amont du réservoir de Morel (n°35), du Syndicat (n°34), du Fontany (n°32 et 33), du Grand Nant (n°36) et du Mouchet (n°37 et 37 bis).

Le présent arrêté vaut également autorisation de dériver les eaux au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement.

La prise d'eau au droit du ruisseau des Cotilles sera abandonnée au titre de l'alimentation en eau potable et déconnectée du réseau d'eau public dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.

Article 2 -

La commune de Les Allues est autorisée à dériver à des fins d'Alimentation en Eau destinée à la consommation humaine :

■ Une partie des eaux des sources suivantes, dans la limite des débits disponibles :

▲ Captages du Secteur du Bassin versant du Vallon

- . Captage de La Moraine (n°60) : 2,10 l/seconde ;
- . Captage du Plan des Mains (n°63) : 0,90 l/seconde ;

▲ Captages du Secteur du Mottaret

- . Captages du Creux de l'Ours (n°69, 70 et 71) : 3,10 l/seconde ;
- . Sources hautes du Mottaret (n°72 et 73) : 2,35 l/seconde ;
- . Sources basses du Mottaret (n°75 et 76) : 2,00 l/seconde ;
- . Captage du Laitalet (n°81) : 9,50 l/seconde.

▲ Captages du Secteur du Raffort (n° 97, 104, 105, 106, 108 et 208)

- . Captage de Corbey (n°208)
 - . Captages de La Quilletaz (n°104)
 - . Captages de la Combe Baudry (n°106 et 108)
 - . Captage de Tréju (n°97)
 - . Captage de Séton (n°105)
- 8,10 l/seconde.

▲ Captages du Secteur de la Traie

- . Captages de sous la Traie (n°126, 127, et 128) : 1,10 l/seconde.

▲ Captages du Secteur de Chappuifferand et de Burgin

- . Captages de Chappuifferand (n°14,14 bis) : 7,20 l/seconde ;
- . Captages de Chappuifferand (n°15 et 15 bis, 20 et 21) : 4,50 l/seconde ;
- . Captage de Vers Burgin (n°25) : 1,30 l/seconde ;

▲ Captages du Secteur de l'Orée du Bois

- . Captages de l'Orée du Bois (n°27,28, 29 et 31) : 2,30 l/seconde ;
- . Captages de l'amont du réservoir de Morel (n°35) : 16,00 l/seconde ;
- . Captages du Syndicat (n°34) : 3,50 l/seconde ;

▲ Captages du Secteur de la forêt du Fontany

- . Captages du Fontany (n°32 et 33) : 2,8 l/seconde ;
- . Captage du Grand Nant (n°36) :
- . Captages du Mouchet (n°37 et 37 bis) } 4,30 l/seconde

■ Une partie des eaux au droit de prises en ruisseau :

▲ Secteur du Bassin versant du Vallon

Pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté :

* Prise d'eau du torrent du Borgne (n°61) : à concurrence de 8 l/seconde prélevés au droit de la prise d'eau.

* Prise d'eau du ruisseau du Vallon (n° 88) : à concurrence de 12 l/seconde prélevés au droit de la prise d'eau.

Au delà des cinq ans après la date de signature du présent arrêté :

* Prise d'eau du torrent du Borgne (n°61) : à concurrence de 8 l/seconde prélevés au droit de la prise d'eau, sous réserve de maintenir en permanence un débit réservé de 27 l/seconde.

* Prise d'eau du ruisseau du Vallon (n° 88) : à concurrence de 12 l/seconde prélevés au droit de la prise d'eau, sous réserve de maintenir en permanence un débit réservé de 42 l/seconde.

▲ Secteur du Mottaret

. Prise d'eau des Plattières (n°68) : à concurrence de 8,00 l/seconde prélevés au droit de la prise d'eau, sous réserve de maintenir en permanence un débit réservé de 6 l/seconde.

▲ Secteur de Chappuifferand et de Burgin

. Prise d'eau du Rendez-vous : à concurrence de 2,00 l/seconde prélevés au droit de la prise d'eau, sous réserve de maintenir en permanence un débit réservé de 2,60 l/seconde.

. Prise d'eau de La Rosière : à concurrence de 3,40 l/seconde prélevé au droit de la prise d'eau, sous réserve de maintenir en permanence un débit réservé de 1,30 l/seconde.

Les débits autorisés au droit des prises en ruisseau tiennent compte des débits réservés calculés sur le 1/10^{ème} du module du ruisseau.

Conformément à la réglementation en vigueur (cf : Code de l'Environnement - Loi Pêche, art.L.432-5), les ouvrages de prises en ruisseaux seront aménagés de manière à permettre un contrôle permanent :

- . des débits autorisés à dériver ;
- . des débits réservés à maintenir en permanence à l'aval des prises.

Les volumes non utilisés, le cas échéant, seront restitués au réseau hydrographique de proximité.

Article 3 -

La Collectivité bénéficiaire du présent arrêté, devra laisser toutes autres Collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral, utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté, en vue de la dérivation à son profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières Collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Article 4 -

Pour que les dispositions prévues à l'article 2 soient régulièrement observées, les appareils de jaugeage et de contrôle nécessaires, devront être soumis par la Collectivité bénéficiaire du présent arrêté, à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, avant leur mise en service.

Article 5 -

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal de Les Allues dans sa séance du 11 mai 2004, la commune devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 6 -

Il est établi autour des points d'eau, en application des dispositions des articles L.1321-2 et L.1321-3, R 1321-1 à R.1321-66 et annexes 13-1 à 13-3 du Code de la Santé Publique :

- un périmètre de protection immédiate,
- un périmètre de protection rapprochée,
- un périmètre de protection éloignée,

conformément aux indications des plans joints au dossier d'enquête et aux états parcellaires ci-annexés.

Article 7 -

- 1°) A l'intérieur des périmètres de protection immédiate, sont interdites toutes activités à l'exception de celles d'entretien des ouvrages de captages et de leurs aires de protection. Cependant , durant la période hivernale, le passage des skieurs, des engins de damage et de sécurité des pistes reste autorisé sur l'emprise des périmètres immédiats des captages.

2°) A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée, sont interdits

Captages du Secteur du Bassin versant du Vallon

◆ Captages de La Moraine (n°60), du Plan des Mains (n°63), de la prise d'eau du ruisseau du Borgne (n° 61) de la prise d'eau du ruisseau du Vallon (n°88) :

- . Les constructions nouvelles de toute nature, hormis celles :
 - associées à la modernisation ou au déplacement des appareils de remontées mécaniques (exemple : gares, pylônes) ;
 - nécessaires à des fins de sécurité ou de mise en valeur de l'environnement (exemple : postes de secouristes, refuges, centre d'information sur l'environnement et restaurant d'altitude...) sous réserve de l'absence totale d'utilisation d'hydrocarbures ; en cas de production d'effluents, ces derniers seront évacués par canalisation totalement étanche ;
- . Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...) ;
- . Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges, utilisées ponctuellement, reste autorisée ;
- . Le stationnement permanent des engins à moteur thermique, servant à l'entretien hivernal ou estival des pistes et à la construction ou au remodelage de ces dernières ainsi qu'à l'entretien ou la construction de remontées mécaniques. L'utilisation de l'hélicoptère sera privilégiée. Pour des impératifs de sécurité ou de fonctionnement, le stationnement ponctuel reste autorisé ;
- . L'ouverture de chemins carrossables. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;
- . Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches ;
- . Le pâturage des ovins. Le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs, aire de traite...) de tout autre bétail reste autorisé. Le pâturage se fera au sein de clôtures électriques déplaçables afin de programmer un pâturage tournant. Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux. En ce qui concerne les aires de traite :
 - * Dans le secteur du Plan des Mains (amont des captages), une seule sera autorisée à coté du chalet, en dehors du marais et à l'aval altimétrique des drains captants ;
 - * Dans le secteur du ruisseau du Borgne (amont de la prise d'eau), elles feront l'objet d'un programme d'implantation qui écartera les zones humides et les abords immédiats du réseau hydrographique ;
 - * Dans le secteur du ruisseau du Vallon (amont de la prise d'eau), elles seront installées le long de la piste carrossable dite du "Mottaret au Plan des mains" et en dehors du bassin versant du ruisseau dit de la cote 2149.

- . Les coupes rases (à blanc) de la forêt (secteur du ruisseau du Vallon), de plus de 50 ares jointives et de plus de 50 mètres d'emprise de haut en bas, si la régénération de la première coupe (celle contiguë) n'est pas assurée. La gestion du massif forestier devra relever de la technique des futaies irrégulières ou jardinées, la régénération naturelle sera favorisée ;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

Captages du Secteur du Mottaret

◆ Captages du Creux de l'Ours (n°69, 70 et 71)

- . Les constructions nouvelles de toute nature, hormis celles associées à la modernisation ou au déplacement des appareils de remontées mécaniques (exemple : gares, pylônes) ou nécessaires à des fins de sécurité (exemple : postes de secouristes) ;
- . Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...) ;
- . Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges, utilisées ponctuellement, reste autorisée ;
- . Le stationnement permanent des engins à moteur thermique, servant à l'entretien hivernal ou estival des pistes et à la construction ou au remodelage de ces dernières ainsi qu'à l'entretien ou la construction de remontées mécaniques. L'utilisation de l'hélicoptère sera privilégiée. Pour des impératifs de sécurité ou de fonctionnement, le stationnement ponctuel reste autorisé ;
- . L'ouverture de nouveaux chemins carrossables. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;
- . La création de nouvelles pistes de ski, hormis un nouveau raccordement vers le Sud/Sud-Est de la piste du Lagopède à celle de la Martre ;
- . Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches ;
- . Le pâturage sous toutes ses formes sur l'emprise de la parcelle n°34, concernée par ledit périmètre. Le bétail pourra emprunter les chemins carrossables ainsi que les pistes de La Martre et de La Fouine.
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

◆ Sources Hautes et Basses du Mottaret (n°72, 73, 75 et 76)

- . Les constructions nouvelles de toute nature, hormis celles associées à la modernisation ou au déplacement des appareils de remontées mécaniques (exemple : gares, pylônes) ou nécessaires à des fins de sécurité (exemple : postes de secouristes) ;

- . Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...);
- . Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges, utilisées ponctuellement, reste autorisée;
- . Le stationnement permanent des engins à moteur thermique, servant à l'entretien hivernal ou estival des pistes et à la construction ou au remodelage de ces dernières ainsi qu'à l'entretien ou la construction de remontées mécaniques. L'utilisation de l'hélicoptère sera privilégiée. Pour des impératifs de sécurité ou de fonctionnement, le stationnement ponctuel reste autorisé;
- . L'ouverture de chemins carrossables. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé;
- . La création de nouvelles pistes de ski, hormis la réhabilitation de l'ancienne piste de l'Hermine et les aménagements de pistes autour de la gare de l'appareil de remontée mécanique du Roc de Tougne;
- . Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches;
- . Le pâturage. A l'amont du lieu-dit les "Combes" à la cote 2100 mètres le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs, aire de traite...) et en s'écartant des zones humides, ruisseaux ou des plans d'eau (mise en place de clôtures électriques déplaçables), reste autorisé. A l'aval, le bétail empruntera les chemins carrossables ainsi que les pistes de La Martre, de La Fouine, des Coqs et de l'Hermine bleue;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

◆ Captage du Laitalet (n°81)

- . Les constructions nouvelles de toute nature, hormis celles associées à la modernisation ou au déplacement des appareils de remontées mécaniques (exemple : gares, pylônes) ou nécessaires à des fins de sécurité (exemple : postes de secouristes);
- . Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...);
- . Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges, utilisées ponctuellement, reste autorisée;

- . Le stationnement permanent des engins à moteur thermique, servant à l'entretien hivernal ou estival des pistes et à la construction ou au remodelage de ces dernières ainsi qu'à l'entretien ou la construction de remontées mécaniques. L'utilisation de l'hélicoptère sera privilégiée. Pour des impératifs de sécurité ou de fonctionnement d'appareils de remontées mécaniques, le stationnement ponctuel reste autorisé ;
- . L'ouverture de chemins carrossables. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;
- . La création de nouvelles pistes de ski ;
- . Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azoté, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches ;
- . Le pâturage sous toutes ses formes ;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

◆ Prises d'eau du ruisseau des Plattières

- . Les constructions nouvelles de toute nature, hormis celles associées à la modernisation ou au déplacement des appareils de remontées mécaniques (exemple : gares, pylônes) ou nécessaires à des fins de sécurité (exemple : postes de secouristes) ;
- . Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...);
- . Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges , utilisées ponctuellement, reste autorisée ;
- . Le stationnement permanent des engins à moteur thermique, servant à l'entretien hivernal ou estival des pistes et à la construction ou au remodelage de ces dernières ainsi qu'à l'entretien ou la construction de remontées mécaniques. L'utilisation de l'hélicoptère sera privilégiée. Pour des impératifs de sécurité ou de fonctionnement d'appareils de remontées mécaniques, le stationnement ponctuel reste autorisé ;
- . L'ouverture de chemins carrossables. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;

. Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches ;

. Le pâturage. Le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs,...) reste autorisé. Les aires de traite feront l'objet d'un programme d'implantation qui écartera les zones humides et les abords immédiats du réseau hydrographique. Les abreuvoirs seront placés à l'extérieur des périmètres de protection et à l'aval des prises d'eau. Le pâturage se fera au sein de clôtures électriques déplaçables afin de programmer un pâturage tournant. Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux ;

. L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

Captages du Secteur du Raffort

◆ Captages de Corbey (n° 208) et de Tréju (n°97)

. Les constructions de toute nature, hormis l'implantation de pylônes. Si la ruine de Tréju était rénovée, elle devrait posséder un système individuel d'épuration réglementaire avec renvoi des effluents traités par canalisations étanches, type fonte, à l'aval des captages ;

. Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...);

. Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges à l'amont du chemin rural, reste autorisée ;

. Le camping ;

. La circulation des véhicules et engins à moteur autre que celle autorisée par arrêté municipal (services municipaux, société fermière gestionnaire des captages, services de sécurité, propriétaires et/ou agriculteurs, services des pistes et remontées mécaniques,...) ;

. L'ouverture de chemins carrossables. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer, à l'amont Ouest du chemin rural, de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;

. Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé ;

. Le pâturage des ovins. Le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs,...) de tout autre bétail reste autorisé. Le pâturage se fera au sein de clôtures électriques déplaçables afin de programmer un pâturage tournant. Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux ;

. L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux;

. Les coupes rases (à blanc) de la forêt, de plus de 50 ares jointives et de plus de 50 mètres d'emprise de haut en bas, si la régénération de la première coupe (celle contiguë) n'est pas assurée. La gestion du massif forestier devra relever de la technique des futaies irrégulières ou jardinées, la régénération naturelle sera favorisée.

◆ Captage de La Quilletaz (n° 104) et Séton (n°105)

- . Les constructions de toute nature hormis l'implantation de pylônes;
- . Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...);
- . Les drainages agricoles ;
- . Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges , utilisées ponctuellement, reste autorisée ;
- . Le camping ;
- . La circulation des véhicules et engins à moteur autre que celle autorisée par arrêté municipal (services municipaux, société fermière gestionnaire des captages, services de sécurité, propriétaires et/ou agriculteurs services des pistes et remontées mécaniques,...) ;
- . L'ouverture de chemins carrossables. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer, à l'amont Ouest du chemin rural, de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;
- . Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé ;
- . Le pâturage des ovins. Le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs,...) de tout autre bétail reste autorisé. Le pâturage se fera au sein de clôtures électriques déplaçables afin de programmer un pâturage tournant. Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux ;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux;
- . Les coupes rases (à blanc) de la forêt, de plus de 50 ares jointives et de plus de 50 mètres d'emprise de haut en bas, si la régénération de la première coupe (celle contiguë) n'est pas assurée. La gestion du massif forestier devra relever de la technique des futaies irrégulières ou jardinées, la régénération naturelle sera favorisée.

◆ Captage de La Combe Baudry (n°106 et 108)

- . Les constructions nouvelles de toute nature. Les constructions existantes ou provenant de ruines à relever devront posséder un système individuel d'épuration réglementaire avec renvoi des effluents traités par canalisations étanches, type fonte, à l'aval des captages ;
- . Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...);
- . Les drainages agricoles ;

- . Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges , utilisées ponctuellement, reste autorisée ;
- . Le camping ;
- . La circulation des véhicules et engins à moteur autre que celle autorisée par arrêté municipal (services municipaux, société fermière gestionnaire des captages, services de sécurité, propriétaires et/ou agriculteurs services des pistes et remontées mécaniques,...) ;
- . L'ouverture de chemins carrossables. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer, à l'amont Ouest du chemin rural, de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;
- . Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé. Dans le cas du traitement des eaux usées des constructions potentielles, les stockages d'eaux usées sont autorisées (fosses toutes eaux) ;
- . Le pâturage des ovins. Le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs,...) de tout autre bétail reste autorisé. Le pâturage se fera au sein de clôtures électriques déplaçables afin de programmer un pâturage tournant. Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux (concernant le ruisseau de Combe Baudry, le bétail devra rester à plus de 20 mètres de part et d'autre de celui-ci) ;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux ;
- . Les coupes rases (à blanc) de la forêt, de plus de 50 ares jointives et de plus de 50 mètres d'emprise de haut en bas, si la régénération de la première (celle contiguë) n'est pas assurée. La gestion du massif forestier devra relever de la technique des futaies irrégulières ou jardinées, la régénération naturelle sera favorisée ;

Captages du Secteur de La Traie

◆ Captage de Sous la Traie (n°128)

- . Les constructions de toute nature ;
- . Les excavations du sol et du sous-sol ;
- . La circulation d'engins à moteur sur le sentier de la ligne de crête, sauf autorisation par arrêté municipal ;
- . L'ouverture de nouveaux chemins carrossables ;
- . Les stockages, dépôts, rejets, épandages et/ou vidanges de produits ou matières polluants (fumiers, purins, lisiers, boues de station d'épuration, eaux usées, hydrocarbures, produits phytosanitaires...) ;
- . Le pâturage sous toutes ses formes et la divagation des animaux domestiques ;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

◆ Captage de Sous la Traie (n°127)

- . Les constructions de toute nature ;
- . Les excavations du sol et du sous-sol ;
- . Le drainage agricole ;
- . L'ouverture de nouveaux chemins carrossables ;

- . Les stockages, dépôts, rejets, épandages et/ou vidanges de produits ou matières polluants (fumiers, purins, lisiers, boues de station d'épuration, eaux usées, hydrocarbures, produits phytosanitaires...);
- . Le pâturage des ovins. Le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs, aire de traite...) de tout autre bétail reste autorisé. Le pâturage se fera au sein de clôtures électriques déplaçables afin de programmer un pâturage tournant. Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux ;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

◆ Captage de Sous la Traie (n°126)

- . Les constructions de toute nature ;
- . Les excavations du sol et du sous-sol ;
- . L'ouverture de nouveaux chemins carrossables ;
- . Les stockages, dépôts, rejets, épandages et/ou vidanges de produits ou matières polluants (fumiers, purins, lisiers, boues de station d'épuration, eaux usées, hydrocarbures, produits phytosanitaires,...) ;
- . Le pâturage des ovins. Le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs, aire de traite...) de tout autre bétail reste autorisé. Le pâturage se fera au sein de clôtures électriques déplaçables afin de programmer un pâturage tournant. Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux ;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

Captages du Secteur de Chappuiffierand et de Burgin

◆ Captages de Chappuiffierand (n° 14, 14 bis, 15, et 15 bis) et prise d'eau du ruisseau du Rendez-Vous :

- . Les constructions nouvelles de toute nature, hormis celles associées à la modernisation ou au déplacement des appareils de remontées mécaniques (exemple : gares, pylônes) ou nécessaires à des fins de sécurité (exemple : postes de secouristes) ;
- . Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...) ;
- . Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges , utilisées ponctuellement, reste autorisée ;
- . Le stationnement permanent des engins à moteur thermique, servant à l'entretien hivernal ou estival des pistes et à la construction ou au remodelage de ces dernières ainsi qu'à l'entretien ou la construction de remontées mécaniques. L'utilisation de l'hélicoptère sera privilégiée. Pour des impératifs de sécurité ou de fonctionnement, le stationnement ponctuel reste autorisé ;

. L'ouverture de chemins carrossables. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;

. Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches ;

. Le pâturage des ovins. Le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs,...) de tout autre bétail reste autorisé. Le pâturage se fera au sein de clôtures électriques déplaçables afin de programmer un pâturage tournant. Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux ;

. L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

◆ Captages de Chappuifferand (n° 20 et 21)

. Les constructions nouvelles de toute nature, hormis celles associées à la modernisation ou au déplacement des appareils de remontées mécaniques (exemple : gares, pylônes) ou nécessaires à des fins de sécurité (exemple : postes de secouristes) ;

. Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...) ;

. Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges , utilisées ponctuellement, reste autorisée ;

. Le stationnement permanent des engins à moteur thermique, servant à l'entretien hivernal ou estival des pistes et à la construction ou au remodelage de ces dernières ainsi qu'à l'entretien ou la construction de remontées mécaniques. L'utilisation de l'hélicoptère sera privilégiée. Pour des impératifs de sécurité ou de fonctionnement, le stationnement ponctuel reste autorisé ;

. L'ouverture de nouveaux chemins carrossables ;

. La création de nouvelles pistes de ski à l'aval de la piste de la Niverolle ;

. Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches ;

- . Le pâturage des ovins. Le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs, aire de traite,...) de tout autre bétail reste autorisé. Le pâturage se fera au sein de clôtures électriques déplaçables afin de programmer un pâturage tournant. Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux ;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

◆ Prise d'eau du ruisseau de La Rosière

- . Les constructions nouvelles de toute nature ;
- . Les excavations du sol et du sous-sol ;
- . L'ouverture de nouveaux chemins carrossables ;
- . La création de nouvelles pistes de ski ;
- . Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches ;
- . Les rejets d'eaux usées même traitées ;
- . Le pâturage des ovins. Le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs, aire de traite,...) de tout autre bétail reste autorisé. Les aires de traite et les abreuvoirs seront placés à l'aval des périmètres de protection.. Le pâturage se fera au sein de clôtures électriques déplaçables afin de programmer un pâturage tournant. Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux ;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

◆ Captage de Vers Burgin

- . Les constructions nouvelles de toute nature, hormis celles associées à la modernisation ou au déplacement des appareils de remontées mécaniques (exemple : gares, pylônes) ou nécessaires à des fins de sécurité (exemple : postes de secouristes) ;
- . Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...) ;
- . Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges , utilisées ponctuellement, reste autorisée ;
- . Le stationnement permanent des engins à moteur thermique, servant à l'entretien hivernal ou estival des pistes et à la construction ou au remodelage de ces dernières ainsi qu'à l'entretien ou la construction de remontées mécaniques. L'utilisation de l'hélicoptère sera privilégiée. Pour des impératifs de sécurité ou de fonctionnement, le stationnement ponctuel reste autorisé ;

- . L'ouverture de nouveaux chemins carrossables. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;
- . La création de nouvelles pistes de ski ;
- . Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches ;
- . Le pâturage des ovins. Le pâturage rapide sans concentration des restitutions au champ (c'est à dire sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs, aire de traite,...) de tout autre bétail reste autorisé. Les aires de traite et les abreuvoirs seront placés à l'aval des périmètres de protection. Le pâturage se fera au sein de clôtures électriques déplaçables afin de programmer un pâturage tournant. Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux ;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux.

Captages du Secteur de l'Orée du Bois

◆ Captages de l'Orée du Bois (n°27, 28, 29 et 31)

- . Les constructions nouvelles de toute nature, hormis celles associées à la modernisation ou au déplacement des appareils de remontées mécaniques (exemple : gares, pylônes) ou nécessaires à des fins de sécurité (exemple : postes de secouristes) ;
- . Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...) ;
- . Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges, utilisées ponctuellement, reste autorisée ;
- . Le stationnement permanent des engins à moteur thermique, servant à l'entretien hivernal ou estival des pistes et à la construction ou au remodelage de ces dernières ainsi qu'à l'entretien ou la construction de remontées mécaniques. L'utilisation de l'hélicoptère sera privilégiée. Pour des impératifs de sécurité ou de fonctionnement, le stationnement ponctuel reste autorisé ;
- . L'ouverture de nouveaux chemins carrossables, pistes forestières et pistes de débardage. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis, hors zone forêt soumise au régime forestier, de créer de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;

. La création de nouvelles pistes de ski à l'aval de la retenue colinéaire . A l'amont de cette retenue et lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;

. Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier,...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches ; l'utilisation de produits phytosanitaires reste limité à l'entretien du terrain de golf (une déclaration sera adressée annuellement à la DDASS pour ce qui concerne les produits et doses utilisés) ;

. Le pâturage sous toutes ses formes ;

. L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux ;

. Les coupes rases (à blanc) de la forêt, de plus de 50 ares jointives et de plus de 50 mètres d'emprise de haut en bas, si la régénération de la première (celle contiguë) n'est pas assurée. La gestion du massif forestier devra relever de la technique des futaies irrégulières ou jardinées, la régénération naturelle sera favorisée.

♦ Captages de l'Amont du Réservoir du Morel (n°35) et du Syndicat (n°34)

. Les constructions nouvelles de toute nature à l'aval de la limite haute de la forêt soumise (bornes ONF n° 29, 30, 31, 32, 33 et en continuité de 34-1 jusqu'à la voie communale). hormis celles associées à la modernisation ou au déplacement de remontées mécaniques (exemple : gares, pylônes) ou nécessaires à des fins de sécurité (exemple : postes de secouristes).

A l'amont de cette limite, les constructions seront autorisées si elles sont en conformité avec les documents d'urbanisme et elles devront être impérativement reliées au réseau d'eaux usées ;

. Les excavations du sol et du sous-sol ainsi que les gros remblaiements à l'aval de la limite citée au paragraphe précédent, hormis les travaux de réparations et de rénovation du réseau d'égout. Ailleurs, les excavations du sol et du sous-sol devront être inférieures à 10 mètres de profondeur, et seront soumises à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé (ampleur des décaissements, nature des remblais, collecte des eaux de surface, position des renvois d'eau,...) ;

. Les tirs de mines. Seule l'utilisation de micro charges , utilisées ponctuellement, reste autorisée ;

. Le stationnement permanent des engins à moteur thermique, servant à l'entretien hivernal ou estival des pistes et à la construction ou au remodelage de ces dernières ainsi qu'à l'entretien ou la construction de remontées mécaniques. L'utilisation de l'hélicoptère sera privilégiée. Pour des impératifs de sécurité ou de fonctionnement, le stationnement ponctuel reste autorisé. Le stationnement "longue durée" ne reste autorisé que sur les parkings aménagés des zones urbanisées ;

. La création de nouvelles pistes de ski à l'aval du golf dans la zone de la forêt communale soumise au régime forestier (bornes ONF n° 29, 30, 31, 32, 33 et en continuité de 34-1 jusqu'à la voie communale) ;

. L'ouverture de nouveaux chemins carrossables ou de routes, hormis dans les zones urbanisées. A l'amont du golf et lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis de créer de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;

. Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier,...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches. Les dépôts d'hydrocarbures existants (chauffage des immeubles, altiport,...), seront stockés dans des réservoirs à sécurité renforcée, déposés dans des bacs de rétention étanches ; l'utilisation de produits phytosanitaires reste limité à l'entretien du terrain de golf (une déclaration sera adressée annuellement à la DDASS pour ce qui concerne les produits et doses utilisés) ;

. Le pâturage sous toutes ses formes ;

. L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux ;

. Les coupes rases (à blanc) de la forêt, de plus de 50 ares jointives et de plus de 50 mètres d'emprise de haut en bas, si la régénération de la première (celle contiguë) n'est pas assurée. La gestion du massif forestier devra relever de la technique des futaies irrégulières ou jardinées, la régénération naturelle sera favorisée.

Captages du Secteur de la forêt du Fontany

◆ Captages du Fontany (n° 32 et 33)

. Les constructions nouvelles de toute nature, hormis celles associées à la modernisation ou au déplacement des appareils de remontées mécaniques (exemple : gares, pylônes) ou nécessaires à des fins de sécurité (exemple : postes de secouristes) ;

. Les excavations du sol et du sous-sol dépassant 10 mètres de profondeur. L'aménagement du domaine skiable, pour des décaissements inférieurs à 10 mètres, est autorisé mais doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé (avis sur le choix du tracé, sur l'ampleur des décaissements, sur la nature des remblais, sur la collecte des eaux de surface, sur la position des renvois d'eau, sur les projets d'enneigement artificiel et sur l'origine des eaux utilisées à cet effet...) ;

. Les tirs de mines ; Seule l'utilisation de micro charges, utilisées ponctuellement, reste autorisée ;

. Le stationnement permanent des engins à moteur thermique, servant à l'entretien hivernal ou estival des pistes et à la construction ou au remodelage de ces dernières ainsi qu'à l'entretien ou la construction de remontées mécaniques. L'utilisation de l'hélicoptère sera privilégiée. Pour des impératifs de sécurité ou de fonctionnement, le stationnement ponctuel reste autorisé ;

. L'ouverture de nouveaux chemins carrossables, pistes forestières et pistes de débardage. Lorsque les besoins en levage nécessaires à la création ou au gros entretien d'appareils de remontées mécaniques dépassent les possibilités de l'hélicoptère, il sera permis, hors zone forêt soumise au régime forestier, de créer de courtes antennes de chemins à partir des voies carrossables existantes, chaque fois que cela reste possible ; cette autorisation doit faire l'objet au préalable d'un avis d'hydrogéologue agréé ;

. Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour des raisons de sécurité ou encore de travaux de génie civil, des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. De même, les transformateurs ou groupes électrogènes de secours devront être munis de dispositifs de rétention étanches ;

. Le pâturage sous toutes ses formes ;

. L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux ;

. Les coupes rases (à blanc) de la forêt, de plus de 50 ares jointives et de plus de 50 mètres d'emprise de haut en bas, si la régénération de la première coupe (celle contiguë) n'est pas assurée. La gestion du massif forestier devra relever de la technique des futaies irrégulières ou jardinées, la régénération naturelle sera favorisée.

◆ Captages du Grand Nant (n°36)

. Les constructions nouvelles de toute nature ;

. Les excavations du sol et du sous-sol, en particulier le drainage des zones humides, hormis le façonnement ou le réaménagement des pistes de ski de fond ;

. Les tirs de mines ; Seule l'utilisation de micro charges, utilisées ponctuellement, reste autorisée ;

. L'ouverture de nouveaux chemins carrossables, pistes forestières et pistes de débardage ;

. Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Si, pour l'exploitation forestière des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches. Concernant la filière d'assainissement individuel du bâtiment situé sur les parcelles n°232,233 et 234, le stockage des eaux usées reste autorisé (fosses toutes eaux) mais le rejet des effluents s'effectuera par canalisation étanche en dehors du périmètre de protection rapprochée ;

. Le pâturage sous toutes ses formes ;

. L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux ;

. Les coupes rases (à blanc) de la forêt, de plus de 50 ares jointives et de plus de 50 mètres d'emprise de haut en bas, si la régénération de la première (celle contiguë) n'est pas assurée. La gestion du massif forestier devra relever de la technique des futaies irrégulières ou jardinées, la régénération naturelle sera favorisée.

◆ Captages du Mouchet

. Les constructions nouvelles de toute nature ;

. Les excavations du sol et du sous-sol, en particulier le drainage des zones humides, hormis le façonnement ou le réaménagement des pistes de ski de fond ;

. Les tirs de mines ; Seule l'utilisation de micro charges, utilisées ponctuellement, reste autorisée ;

- . L'ouverture de nouveaux chemins carrossables, pistes forestières et pistes de débardage ;
- . Les dépôts, stockages, rejets, épandages et/ou vidanges de produits polluants (hydrocarbures, eaux usées, purins, lisiers, tas de fumier, produits phytosanitaires...). Seul l'usage de composts, inertes au point de vue bactériologique, voire d'engrais minéraux, à des doses ne dépassant pas 170 kg/hectare/an en équivalent unité azote, reste autorisé pour le reverdissement ou l'entretien des pistes de ski. Si, pour l'exploitation forestière des hydrocarbures devaient être utilisés, ils seraient conditionnés dans des réservoirs ou des cuves répondant à la réglementation en vigueur, déposés dans des bacs de rétention étanches ;
- . Le pâturage sous toutes ses formes à l'exception du pâturage rapide sans concentration des restitutions (sans apport de nourriture, zone de couchage privilégiée, pierre à sel, abreuvoirs,...) . Ces aires de pâture seront écartées des zones humides et de l'emprise des ruisseaux ;
- . L'enfouissement et la destruction de cadavres d'animaux ;
- . Les coupes rases (à blanc) de la forêt, de plus de 50 ares jointives et de plus de 50 mètres d'emprise de haut en bas, si la régénération de la première (celle contiguë) n'est pas assurée. La gestion du massif forestier devra relever de la technique des futaies irrégulières ou jardinées, la régénération naturelle sera favorisée.

Est réglementé d'une façon générale, tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la quantité ou à la qualité des eaux distribuées.

3°) A l'intérieur des périmètres de protection éloignée,

- . Déclarées zones sensibles à la pollution, ces surfaces feront l'objet de soins attentifs de la part de la commune de LES ALLUES, avec respect scrupuleux de la Réglementation Sanitaire en vigueur.
- . Est réglementé d'une façon générale, tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la quantité ou à la qualité des eaux distribuées.

4°) Pour assurer la protection des eaux, les travaux suivants devront être réalisés :

Captages du Secteur du Bassin versant du Vallon

◆ Captages de La Moraine (n°60)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

◆ Captages du Plan des Mains (n°63)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

◆ **Prise d'eau du torrent du Borgne (n°61)**

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

◆ **Prise d'eau du ruisseau du Vallon (n°88)**

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- nettoyage du lit du ruisseau (branches, troncs, débris variés,...) ;

Captages du Secteur du Mottaret

◆ **Captages du Creux de l'Ours (n°69, 70 et 71)**

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;
- vérification de l'étanchéité de la canalisation d'eaux usées passant dans le périmètre de protection rapprochée une fois par an ;

□ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les aulnes verts et les arbustes et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- prolongement de la canalisation du trop-plein vidange de la chambre captante n°4 à l'aval de la chambre n°5 ;
- surélévation des capots (type "Foug") des chambres de captage n°2 (n°71 pour la numérotation communale), n°3 et n°4 (n°70 pour la numérotation communale), d'au moins 50 centimètres, afin que les ouvertures ne se trouvent pas à ras du sol ;

◆ **Sources Hautes du Mottaret (n°72 et 73)**

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les aulnes verts et les arbustes et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- reprise complète des deux ouvrages de captages ;

◆ **Sources Basses du Mottaret (n°75 et 76)**

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

☐ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les aulnes verts et les arbustes et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- surélévation du capot (type "Foug") du captage, d'au moins 50 centimètres, afin que l'ouverture ne se trouve pas au ras du sol ;

◆ **Captage du Laitet (n°81)**

☐ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

☐ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les aulnes verts et les arbustes et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- surélévation du capot (type "Foug") du captage, d'au moins 50 centimètres, afin que l'ouverture ne se trouve pas au ras du sol ;

◆ **Prises d'eau des Plattières**

☐ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

☐ *Travaux :*

- équipement de la chambre (recueillant les eaux de la prise d'eau occidentale n°1) d'un dispositif de fermeture étanche ;

Captages du Secteur du Raffort

◆ **Captages de Corbey (n° 208)**

☐ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

☐ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les arbres et les arbustes et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- surélévation de l'accès du captage, d'au moins 50 centimètres, afin que l'ouverture ne se trouve pas à ras du sol ;
- équipement du captage d'un dispositif de fermeture étanche ;

◆ **Captages de Tréju (n°97)**

☐ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

☐ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les arbres et les arbustes et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;

- surélévation du capot (type "Foug") du captage, d'au moins 50 centimètres, afin que l'ouverture ne se trouve pas au ras du sol ;

◆ Captage de La Quilletaz (n° 104)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les arbres et les arbustes et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- équipement du logement "pieds secs" d'une vidange ;
- surélévation du capot (type "Foug") du captage, d'au moins 50 centimètres, afin que l'ouverture ne se trouve pas au ras du sol ;

◆ Captage de Séton (n°105)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les arbres et les arbustes et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- équipement de logement "pieds secs" de l'ouvrage n°3, d'une vidange ;
- équipement du fond de la chambre de l'ouvrage n°4, d'une vidange.

◆ Captage de La Combe Baudry (n°106 et 108)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les arbres et les arbustes et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- reprise de la fermeture de l'ouvrage n°108, en installant un renifleur et des gonds sur le capot de type "Foug" existant ;
- déplacement de la chèvrerie à l'extérieur du périmètre de protection rapprochée ;

Captages du Secteur de La Traie

◆ Captage de Sous la Traie (n°128)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- nettoyage l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les aulnes verts et les broussailles et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- reprise des drains afin de recueillir l'eau plus profondément ;
- reprise de la maçonnerie de l'ouvrage ;

◆ **Captage de Sous la Traie (n°127)**

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- reprise la maçonnerie de l'ouvrage ;

◆ **Captage de Sous la Traie (n°126)**

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- déplacement du chemin, situé à l'intérieur du périmètre de protection immédiate, 15 mètres à l'aval (c'est à dire à l'aval du périmètre de protection immédiate). Ces travaux seront exécutés sans décaissements mais uniquement par apport de matériaux sains et inertes ;
- surélévation du capot (type "Foug"), d'au moins 50 centimètres, afin que l'ouverture ne se trouve pas au ras du sol ;

Captages du Secteur de Chappuifferand et de Burgin

◆ **Captages de Chappuifferand (n° 14 et 14 bis)**

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- équipement de capot (type "Foug") de l'ouvrage n°14, et du 14 bis d'un renifleur ;
- surélévation des capots (type "Foug") des ouvrages n°14 et 14 bis, d'au moins 50 centimètres, afin que les ouvertures ne se trouvent pas au ras du sol ;

◆ **Captages de Chappuifferrand (n°15 et 15 bis)**

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- surélévation des capots (type "Foug") des ouvrages n°15 et 15 bis, d'au moins 50 centimètres, afin que les ouvertures ne se trouvent pas au ras du sol ;

◆ Prise d'eau du Rendez-Vous

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- équipement du premier logement recevant les eaux du ruisseau d'un dispositif de fermeture étanche (exemple : capot de type "Foug") ;
- équipement de capot (type "Foug") du second logement (d'où part le réseau d'adduction) et d'un renifleur ;

◆ Captages de Chappuifferand (n° 20)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- surélévation (capot de type "Foug") de l'ouvrage afin que l'ouverture ne se trouve pas au ras du sol ;
- remplacement de la charnière cassée du capot de fermeture ;

◆ Captages de Chappuiferrand (n°21)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- surélévation du capot (type "Foug") de l'ouvrage, d'au moins 50 centimètres, afin que l'ouverture ne se trouve pas au ras du sol ;

◆ Prise d'eau de La Rosière

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- nettoyage du lit du ruisseau (branches, troncs, débris variés,...) ;
- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les aulnes verts et les arbustes et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- remplacement par un dispositif de fermeture étanche la porte métallique de la chambre bétonnée ;

◆ Captage de Vers Burgin (n°25)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- aménagement du lit du ruisseau situé à proximité afin de faciliter la circulation des eaux de surface et drainage de la zone humide à l'amont de l'ouvrage ;
- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant ou déracinant les aulnes verts, les arbres et les arbustes et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;

- surélévation de l'entrée de l'ouvrage, d'au moins 50 centimètres, afin qu'elle ne se trouve pas au ras du sol ;
- remplacement par un dispositif de fermeture étanche (capot "Foug" muni d'un renifleur) de la plaque métallique actuelle ;

Captages du Secteur de l'Orée du Bois

◆ Captages de l'Orée du Bois (n°27, 28, 29 et 31)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en coupant et dessouchant les arbres, et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- réengazonnement de la zone ainsi déboisée ;
- reprise du captage n°31 avec création d'une chambre de captage munie d'un bac de décantation, trop-plein vidange et accès "pieds-secs" avec vidange pour permettre le nettoyage. L'entrée, surélevée de 50 centimètres du niveau du sol, sera fermée par un capot type "Foug" à renifleur ;
- surélévation de l'entrée de l'ouvrage n°29, d'au moins 50 centimètres, afin qu'elle ne se trouve pas au ras du sol
- équipement du capot "type "Foug") de l'ouvrage n°29 et d'un renifleur ;

◆ Captages de l'Amont du Réservoir du Morel (n°35) et du Syndicat (n°34)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;
- vérification annuelle de l'étanchéité du tout à l'égout depuis le restaurant du Blanchot et depuis le golf et jusqu'aux premiers immeubles de Méribel ; un compte rendu attestant de l'étanchéité de la conduite (passage caméra, et/ou contrôle de pression) sera adressé systématiquement à la DDASS Savoie.

□ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en débroussaillant, en coupant et dessouchant les arbres, et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;
- réengazonnement de la zone ainsi déboisée ;
- équipement systématique tous les capots (type "Foug") de renifleurs ;
- surélévation des entrées de tous les ouvrages, d'au moins 50 centimètres, afin qu'elles ne se trouvent pas au ras du sol ;
- équipement de toutes les chambres des ouvrages d'un dispositif de trop-plein vidange afin de procéder à leur nettoyage et à leur désinfection ;
- équipement de tous les accès des ouvrages d'une porte ou d'un capot ("type Foug") étanche ;
- reprise des captages C1 bis, C1, C2, C3 et C6 bis selon les règles de l'art : les ouvrages de captages devront être munis d'au moins un bac de décantation, un bac de départ et un logement "pieds secs". Chacun de ces bacs sera équipé d'un dispositif de trop-plein vidange. Les accès aux ouvrages seront équipés de dispositifs de fermeture étanches ;
- mise en place d'une glissière de sécurité en bordure de la route de l'Altiport au droit du périmètre de protection immédiate et suppression du parking situé au niveau du lacet ;

- mise en place de détecteurs de débordement au droit des regards du réseau d'égout se trouvant à l'amont des captages ;

Captages du Secteur de la forêt du Fontany

◆ Captages du Fontany (n° 32 et 33)

□ *Entretien :*

- fauchage mécanique bi-annuel de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en enlevant les bois morts, en coupant et dessouchant les arbres, et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;

◆ Captages du Grand Nant (n°36)

□ *Entretien :*

- fauchage et débroussaillage mécaniques bi-annuels de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- nettoyage de l'emprise du périmètre de protection immédiate en débroussaillant, en coupant et dessouchant les arbres, et en prenant soin de ne pas endommager les drains ;

◆ Captages du Mouchet (n° 37 et 37 bis)

□ *Entretien :*

- fauchage et débroussaillage mécaniques bi-annuels de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;

□ *Travaux :*

- nettoyage du lit du ruisseau situé à proximité des captages afin de faciliter la circulation des eaux de surface et d'éviter les débordements vers les ouvrages ;
- équipement des bacs de décantation des deux captages d'un dispositif de trop-plein vidange ;
- création d'un logement "pieds secs" dans chaque ouvrage de captage ;
- surélévation des entrées des deux ouvrages, d'au moins 50 centimètres, afin qu'elles ne se trouvent pas au ras du sol.

N.B : les périmètres de protection rapprochée pour lesquels les servitudes feront l'objet de la publication à la Conservation des Hypothèques sont représentés par les états parcellaires annexés au présent arrêté

Article 8 -

Les périmètres de protection immédiate doivent être acquis en pleine propriété. Compte tenu des altitudes, de la topographie des terrains, et de leur situation, notamment à l'intérieur des domaines skiables, ils ne seront clôturés qu'en période estivale.

Les périmètres de protection rapprochée et le cas échéant éloignée, seront délimités par des bornes à défaut d'obstacles naturels définis sur les plans joints au dossier d'enquête.

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt dressera procès-verbal de l'opération.

Article 9 -

Les normes de conformité ainsi que les produits et procédés éventuels de traitement des eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la Santé Publique.

Conformément à la réglementation sanitaire en vigueur, les eaux superficielles prélevées (prises en ruisseaux) feront l'objet, avant distribution, d'un traitement de désinfection et d'une filtration.

Les eaux des captages de l'Orée du Bois, du Morel, du Syndicat et du Grand Nant feront l'objet d'une surveillance pour ce qui concerne notamment les paramètres "nitrates" et "pesticides".

Article 10 -

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus aux articles 6 et 7, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'installation desdits périmètres dans un délai de UN AN.

Article 11

Dans les périmètres de protection rapprochée, et postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, d'une installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification ainsi que tout propriétaire désirant se livrer à une telle activité ou créer une installation ou un dépôt réglementé, devra faire connaître son intention à l'Administration compétente en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration Préfectorale sera faite par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la date d'enregistrement des renseignements ou documents réclamés par l'Administration compétente, dans le cadre de l'alinéa 2 du présent article.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 12 -

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le Décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, pris pour l'application de la Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 et par les articles L.1324-3 et L.1324-4, L.1312-1 et L.1312-2 du Code de la Santé Publique.

Article 13 -

La Commune de LES ALLUES est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, conformément au Code de l'Expropriation, les terrains ainsi que les sources nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution des périmètres de protection immédiate. Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de **cinq ans** à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 14 -

Les servitudes instituées dans les périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques du Département de la Savoie.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée et immédiat par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 15 -

Les servitudes définies dans les périmètres de protection rapprochée par l'article 7 du présent arrêté seront inscrites au plan des servitudes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de LES ALLUES. Monsieur le Maire assurera ce report conformément aux dispositions prévues par le Code de l'Urbanisme.

Article 16 -

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la Collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres Collectivités et d'Etablissements Publics.

Article 17 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la SAVOIE, le Sous-Préfet d'ALBERTVILLE, le Maire de la commune de LES ALLUES, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la SAVOIE et dont ampliation sera adressée aux :

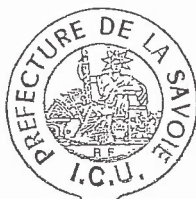
- Directeur Départemental de l'Équipement ;
- Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, - Subdivision de CHAMBERY.

A CHAMBERY, le 19 NOV. 2004
Le PREFET de la SAVOIE,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Jean-Michel PORCHER

Pour ampliation,
Par délégation,
Le Chef de Bureau,



Sophie REYNIER

